Nations Unies A/64/6 (Introduction)*

Assemblée générale

Distr. générale
11 septembre 2009
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session

Projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011**

Avant-propos et introduction

Table des matières

Page

Avant-propos 3

Introduction 5

A. Enveloppe budgétaire proposée 6

B. Effectifs proposés 10

C. Méthode 15

D. Présentation 16

E. Autres facteurs sous-tendant les propositions budgétaires 18

Tableaux

1. Budget ordinaire 31

2. Postes par source de financement 31

3. État récapitulatif du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 . 32

4. Prévisions de dépenses, par objet de dépense 35

5 Budget ordinaire : postes permanents et temporaires approuvés pour l'exercice biennal 2008-2009 et proposés pour l'exercice biennal 2010-2011 au titre du budget ordinaire 36

6. Taux de change de diverses monnaies vis-à-vis du dollar des États-Unis et taux annuel d'inflation de 2008 à 2011, pour les principaux lieux d'affectation 45

* Nouveau tirage pour raisons techniques.

** Le budget-programme approuvé paraîtra ultérieurement en tant que *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quatrième session, Supplément n° 6* (A/64/6/Add.1).

09-33811* (F) 140909 150909

Merci de recycler

7. Coefficient d'ajustement et ajustement au coût de la vie, de 2008 à 2011, pour les principaux lieux d'affectation 45

8. Exercices biennaux 2008-2009 et 2010-2011 : montant estimatif des fonds extrabudgétaires, par chapitre du budget-programme 46

9. Effet-report, sur l'exercice biennal 2010-2011, de la création de postes pendant l'exercice 2008-2009, par chapitre 49

10. Estimation de l'effet-report sur l'exercice biennal 2012-2013 (aux taux actuels) des créations de postes proposées pendant l'exercice 2010-2011, par chapitre 50

Annexes

I. Programmes de travail examinés par des organes spécialisés et chapitres correspondants du budget 51

II. État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant les questions multisectorielles 52

Avant-propos

J'ai l'honneur de présenter le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011. Il constitue l'aboutissement d'un long processus qui a démarré en 2007 avec l'élaboration d'un projet de cadre stratégique et s'est poursuivi en 2008 avec la formulation de propositions pour une esquisse budgétaire, suivie de la mise au point du projet de budget-programme dont vous êtes actuellement saisis.

J'ai été pleinement associé à l'établissement de ce projet de budget, auquel ont également participé les hauts responsables du Secrétariat. En formulant ces propositions, nous avons fait en sorte que les activités de l'Organisation correspondent aux priorités énoncées dans le cadre stratégique pour l'exercice 2010-2011 (A/63/6/Rev.1) et l'esquisse budgétaire pour le même exercice (A/63/600 et résolution de l'Assemblée générale 63/266), dont l'Assemblée générale a estimé qu'elles faciliteraient la réalisation des objectifs de développement arrêtés au niveau international, y compris ceux figurant dans la Déclaration du Millénaire (résolution de l'Assemblée générale 55/2), dans les textes issus des grandes conférences et réunions au sommet organisées sous les auspices de l'ONU depuis 1992 et dans les accords internationaux conclus depuis cette date, notamment le Document final du Sommet mondial de 2005 (résolution de l'Assemblée générale 60/1) et la Déclaration de Doha sur le financement du développement constituant le Document final de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey (résolution de l'Assemblée générale 63/239, annexe), ainsi que dans le document final de la conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Nous avons également tenu compte dans nos propositions de deux grandes conférences qui auront lieu pendant l'exercice 2010-2011, à savoir le douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et la quatrième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés.

Les propositions budgétaires sont le résultat d'analyses détaillées des ressources et activités à prévoir, menées en étroite consultation avec les directeurs de programme afin de garantir, grâce à l'emploi optimal des ressources, que les objectifs fixés par les États Membres seront tous atteints et que les activités prescrites seront intégralement exécutées, avec efficacité et efficience. Comme les précédents, le projet de budget pour l'exercice biennal 2010-2011 a été établi avec la plus grande rigueur. Les propositions qu'il contient procèdent du souci de privilégier les résultats plutôt que les produits des activités. Elles ont aussi pour objet de répondre aux crises multiples et complexes auxquelles l'humanité doit faire face dans des domaines tels que l'énergie, l'alimentation, le climat et l'économie.

Pour être en mesure de fournir les services toujours plus nombreux qui lui sont demandés, l'Organisation doit gagner en force et en efficacité. En tant que Chef de l'administration, je suis déterminé à mettre en œuvre des mesures de réforme qui favoriseront la transparence, la responsabilisation et l'efficience. Afin d'assurer la poursuite des actions déjà engagées, des ressources sont demandées dans le projet de budget-programme pour financer la mise en place d'un progiciel de gestion intégré et les programmes de formation nécessaires du fait de l'adoption des Normes comptables internationales du secteur public. Les fonds seront investis non seulement dans la modernisation des systèmes mais également dans le perfectionnement du personnel, dont les compétences doivent évoluer en même temps que les besoins de l'Organisation, laquelle doit disposer d'un personnel bien formé pour devenir plus productive, plus souple et davantage axée sur les résultats. À cet effet, on s'emploie actuellement à mettre en œuvre un cadre intégré de gestion des ressources humaines dont l'objectif est de renforcer dès à présent et à terme les capacités de l'Organisation dans ce domaine, de mettre au point des mécanismes d'incitation et d'appui à la mobilité et de promouvoir la formation du personnel et le perfectionnement des cadres.

Le budget-programme proposé aux États Membres constitue à mon sens une base solide sur laquelle ils pourront prendre appui pour délibérer et décider de ce que seront les buts, le plan d'action et le rôle de l'Organisation des Nations Unies pendant l'exercice biennal 2010-2011. Je le recommande à l'attention de l'Assemblée générale.

Le Secrétaire général
(*Signé*) **Ban** Ki-moon

Introduction

1. Le présent projet de budget-programme a été établi sur la base du cadre stratégique pour la période 2010-2011 (A/63/6/Rev.1), tel qu'approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/247, et des priorités et estimations préliminaires figurant dans l'esquisse du projet de budget-programme (A/63/600), approuvé également par l'Assemblée, dans sa résolution 63/266.

2. Au paragraphe 17 de sa résolution 63/266, l'Assemblée générale a décidé que les priorités pour l'exercice biennal 2010-2011 seraient les suivantes : a) promotion d'une croissance économique soutenue et du développement durable, conformément à ses résolutions en la matière et aux décisions prises lors des récentes conférences des Nations Unies; b) maintien de la paix et de la sécurité internationales; c) développement de l'Afrique; d) promotion des droits de l'homme; e) coordination efficace des opérations d'aide humanitaire; f) promotion de la justice et du droit international; g) désarmement; h) contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations.

3. Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 traduit la volonté de donner effet aux priorités, objectifs et mandats arrêtés par les États Membres. Il est proposé dans cette optique d'augmenter de 22,4 millions de dollars (soit 0,5 %) en valeur réelle le montant global des allocations budgétaires. Les variations du tableau d'effectifs prévues à divers chapitres des dépenses en raison de la modification de certaines stratégies et des ressources humaines nécessaires à leur mise en œuvre se solderaient par la suppression de 24 postes. Ce chiffre représente la différence entre une augmentation nette de 53 postes pour la catégorie des administrateurs et une diminution nette de 77 postes pour les services généraux et les catégories apparentées. Dans le cadre du remaniement proposé, les domaines d'action prioritaires bénéficieraient de 1,8 million de dollars de plus et de 18 postes supplémentaires. Le tableau ci-dessous indique la variation en plus ou en moins envisagée pour chacun des domaines d'action prioritaires.

Domaine d'action prioritaire	*Titre ou chapitre pertinent*	*Croissance réelle (en pourcentage)*	*Variation du nombre de postes*
Promotion d'une croissance économique soutenue et du développement durable, conformément aux résolutions de l'Assemblée générale en la matière et aux décisions prises à l'occasion de récentes conférences des Nations Unies	Titre IV. Coopération internationale pour le développement, et titre V. Coopération régionale pour le développement	2,3	(3)
Maintien de la paix et de la sécurité internationales	Titre II. Affaires politiques	(3,0)	(30)
Développement de l'Afrique	Chapitre 11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	7,4	–
Promotion des droits de l'homme	Chapitre 23. Droits de l'homme	9,3	2
Coordination efficace des opérations d'aide humanitaire	Chapitre 26. Aide humanitaire	0,2	1
Promotion de la justice et du droit international	Titre III. Justice internationale et droit international	2,3	9
Désarmement	Chapitre 4. Désarmement	0,8	4
Contrôle des drogues, prévention du crime et lutte contre le terrorisme international sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations	Chapitre 16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale	1,8	2

4. Dans sa résolution 58/269, l'Assemblée générale s'est félicitée de la volonté manifestée par le Secrétaire général de renforcer l'Organisation des Nations Unies, y compris en ce qui concerne le processus de planification, de programmation et de budgétisation. Conformément à cette résolution, les textes explicatifs du projet de budget-programme ont été rigoureusement alignés sur le cadre stratégique approuvé et tout écart entre le cadre et les éléments de programme du projet de budget-programme sera soumis au Comité du programme et de la coordination pour qu'il l'examine conformément au rôle qui lui revient dans le processus de planification et de budgétisation.

5. On trouvera ci-après des renseignements sur les ressources financières et les effectifs dont l'Organisation aura besoin pour concrétiser les réalisations escomptées et se rapprocher des objectifs fixés. On trouvera également un exposé succinct des principales modifications des ressources et des stratégies prévues dans le projet de budget et d'autres aspects importants des propositions présentées, notamment les besoins en matière d'informatique et télématique et en formation. Enfin, en application de la résolution 58/269, les ressources prévues au titre du suivi et de l'évaluation sont également indiquées.

A. Enveloppe budgétaire proposée

6. L'enveloppe budgétaire proposée pour l'exercice biennal 2010-2011 s'élève à 4 887 500 000 dollars avant actualisation des coûts, un montant légèrement supérieur à celui de l'esquisse budgétaire approuvé au paragraphe 8 de la résolution 63/266, qui s'établit à 4 871 100 000 dollars. Le montant demandé est l'aboutissement d'un long processus d'élaboration, fondé sur des analyses détaillées qui ont été menées en étroite consultation avec les directeurs de programme afin de garantir, grâce à l'emploi optimal des ressources, que les objectifs fixés par les États Membres seront tous atteints et que les activités prescrites seront intégralement exécutées, avec efficacité et efficience. Les propositions budgétaires formulées au titre des différents sous-programmes et chapitres ont elles aussi été dictées par la volonté d'atteindre les objectifs et d'exécuter les activités prescrites, ce qui explique l'augmentation globale de 22,4 millions de dollars demandée par rapport à l'exercice biennal 2008-2009. La croissance prévue est de 0,5 % en termes réels.

7. Les montants nécessaires tiennent compte de l'effet sur un exercice complet des créations de postes approuvées en 2008-2009 et de l'élimination des dépenses non renouvelables de cet exercice. L'ajustement apporté au titre des créations de postes s'élève à 136,8 millions de dollars. S'y ajoutent les augmentations concernant les objets de dépense autres financés pendant une partie seulement de l'exercice biennal 2008-2009, lesquelles concernent principalement le nouveau système d'administration de la justice, dont il faut financer le fonctionnement pendant toute la durée de l'exercice 2010-2011 alors que le crédit ouvert pour 2008-2009 ne couvre la rémunération des juges du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies que pour l'année 2009 (incidence : 900 000 dollars), et l'harmonisation des conditions d'emploi du personnel des missions politiques spéciales décidée par l'Assemblée générale à la section II de sa résolution 63/250 (incidence : 52,7 millions de dollars). Les dépenses non renouvelables approuvées pour l'exercice 2008-2009, qui se chiffrent à 125,1 millions de dollars, sont constituées en majeure partie des éléments suivants : frais de liquidation de cinq missions politiques spéciales dont le mandat est achevé ou sur le point de s'achever (Commission d'enquête internationale indépendante, Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le processus concernant le futur statut du Kosovo, Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone, Mission des Nations Unies au Népal et Conseil international consultatif et de contrôle) et incidences sur l'ensemble de

l'exercice de l'établissement ou de l'élargissement d'autres missions visées dans le document A/63/346/Add.1 à 6 (Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Sierra Leone et Bureau politique des Nations Unies pour la Somalie) (86,1 millions de dollars), dépenses relatives aux services de conférence présentées dans divers états d'incidences de projets de résolution et approuvées au titre du chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) (12,7 millions de dollars), coût de projets ponctuels relevant du chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien) (6,2 millions de dollars), dépenses prévues au chapitre 28B (Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité) pour engager des consultants et organiser des formations en liaison avec la mise en œuvre des Normes comptables internationales du secteur public (3 411 600 dollars) et dépenses inscrites au chapitre 1 (Politique, direction et coordination d'ensemble) du fait de la suppression du Tribunal administratif des Nations Unies décidée par l'Assemblée générale dans sa résolution 62/228 (4,2 millions de dollars). Le reste des dépenses non renouvelables, dont le total s'élève à 12,5 millions de dollars, découle de décisions prises par l'Assemblée générale au vu de divers rapports concernant, entre autres, les activités de développement et le renforcement du Département des affaires politiques, et de décisions du Conseil des droits de l'homme. Outre les ajustements techniques liés à ces éléments, qui sont également mentionnés à la section C ci-après, un certain nombre d'ajustements importants sont également prévus pour l'exercice biennal à venir. Ils sont exposés en détail, par sous-programme, dans les chapitres pertinents du budget, et s'expliquent par la nécessité de renforcer les capacités dans plusieurs domaines, notamment les services de conférence, par l'installation d'un progiciel de gestion intégré et par la mise en œuvre des Normes comptables internationales du secteur public.

8. Le montant de 776,3 millions de dollars inscrit au projet de budget-programme pour financer les missions politiques spéciales relevant du chapitre 3 (Affaires politiques) est fondé sur le volume, en décembre 2008, des crédits approuvés à cet effet. S'y ajoute une dépense ponctuelle de 52,7 millions de dollars représentant l'incidence sur l'exercice biennal 2010-2011 des dispositions de la résolution 63/250 de l'Assemblée générale. Le montant total du crédit demandé pour financer ces missions s'élève donc à 829 millions de dollars; il a été inscrit au chapitre 3 conformément à la pratique établie. Comme il est d'usage, les demandes de ressources supplémentaires éventuellement nécessaires seraient présentées conformément à la procédure arrêtée par l'Assemblée dans sa résolution 41/213.

9. Outre les diverses propositions formulées dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, l'Assemblée générale examinera parallèlement plusieurs questions qui n'y sont pas abordées parce que trop nouvelles. Ces questions portent notamment sur les crédits additionnels à prévoir pour financer la mise en place d'un progiciel de gestion intégré (crédit nécessaire en sus de celui prévu dans les propositions budgétaires), le dispositif de continuité des opérations et de reprise après sinistre (voir résolution de l'Assemblée 63/268), le système unifié et renforcé de gestion de la sécurité, et les mesures de suivi qui pourront être décidées lors de la conférence d'examen de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban et de la Conférence mondiale sur les changements climatiques. Bien entendu, les propositions budgétaires ne tiennent pas compte non plus des questions dont les grandes commissions de l'Assemblée débattront pendant la soixante-quatrième session. Le cas échéant, les propositions budgétaires qui en découleront seront présentées à l'Assemblée dans des rapports distincts au cours de la session.

10. En ce qui concerne la sûreté et la sécurité, les crédits demandés au chapitre 34 correspondent au maintien des moyens existants, aux taux révisés de 2008-2009. Ils ne couvrent pas la création de postes et reposent sur le montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice 2008-2009. Il s'agit de prévisions préliminaires présentées en attendant les résultats définitifs de l'étude de gestion de

l'organisation du Département de la sûreté et de la sécurité et les conclusions du Conseil des chefs de secrétariat concernant la suite à donner aux recommandations du Groupe indépendant sur la sûreté et la sécurité du personnel et des locaux des Nations Unies. Une proposition complète, détaillant les besoins, sera présentée à l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session, une fois que les deux analyses mentionnées auront été achevées et que leurs incidences sur les programmes et le budget auront été déterminées.

11. Au moment de l'élaboration du projet de budget-programme pour 2010-2011, l'Assemblée générale était saisie d'un rapport du Secrétaire général portant sur le dispositif de responsabilisation, la gestion globale des risques et le dispositif de contrôle interne, et sur le cadre de gestion axée sur les résultats (A/62/701 et Corr.1 et Add.1), dans lequel le Secrétaire général proposait de transférer un poste P-4 et un poste d'agent des services généraux (première classe) du chapitre 30 (Contrôle interne) au chapitre 28A (Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion), en raison du transfert des fonctions de suivi, notamment l'établissement du rapport sur l'exécution du programme. Le transfert de postes et autres ressources du chapitre 30 au chapitre 28A a été approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/276, après l'établissement des propositions budgétaires relatives à ces chapitres. Il était donc trop tard pour intégrer dans ceux-ci l'incidence de cette décision, notamment pour ce qui est de l'autoévaluation et des produits indiqués dans le projet de budget-programme, mais le montant initial des crédits qui seront ouverts pour l'exercice 2010-2011 tiendra compte de ce réaménagement.

12. Le tableau ci-après indique la répartition par titre du budget des ressources prévues pour l'exercice 2010-2011 et, à des fins de comparaison, celle du montant révisé des crédits ouverts pour 2008-2009.

(En milliers de dollars des États-Unis)

Titre	*Montant révisé des crédits ouverts 2008-2009*	*Augmentation (réduction)*		*Montant des ressources prévues (avant actualisation) 2010-2011*
		Montant	*Pourcentage*	
I. Politique, direction et coordination d'ensemble	757 814,8	10 070,6	1,3	767 885,4
II. Affaires politiques	1 098 473,2	(33 107,6)	(3,0)	1 065 365,6
III. Justice internationale et droit international	92 835,9	2 107,4	2,3	94 943,3
IV. Coopération internationale pour le développement	420 011,0	9 974,9	2,4	429 985,9
V. Coopération régionale pour le développement	508 494,7	10 921,6	2,1	519 416,3
VI. Droits de l'homme et affaires humanitaires	282 290,6	14 643,9	5,2	296 934,5
VII. Information	189 374,6	(2 058,2)	(1,1)	187 316,4
VIII. Services communs d'appui	565 758,4	8 843,7	1,6	574 602,1
IX. Contrôle interne	37 482,7	2 769,6	7,4	40 252,3
X. Activités administratives financées en commun et dépenses spéciales	112 828,1	3 339,0	3,0	116 167,1
XI. Dépenses d'équipement	62 199,4	(7 197,5)	(11,6)	55 001,9
XII. Sûreté et sécurité	207 925,9	203,9	0,1	208 129,8
XIII. Compte pour le développement	18 651,3	–	–	18 651,3
XIV. Contributions du personnel	510 939,6	1 885,4	0,4	512 825,0
Total	**4 865 080,2**	**22 396,7**	**0,5**	**4 887 476,9**

13. Le projet de budget pour 2010-2011 s'élève à 4 887 500 000 dollars, avant actualisation des coûts, soit 5 059 300 000 dollars aux taux préliminaires de 2010-2011. Au stade actuel du cycle d'élaboration et d'approbation du budget, les coûts sont actualisés sur la base des taux de change utilisés dans le premier rapport sur l'exécution du budget-programme de l'exercice biennal 2008-2009 (A/63/573), approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/263, et de l'hypothèse que les taux d'inflation 2010 et 2011 seront identiques à ceux de l'exercice 2008-2009. Selon la pratique et la méthode établies, le projet de budget-programme pour 2010-2011 sera à nouveau actualisé avant que l'Assemblée générale ne l'adopte à sa soixante-quatrième session. Il sera alors tenu compte des données les plus récentes sur l'inflation, des résultats des enquêtes sur les conditions d'emploi et de l'évolution des indices d'ajustement enregistrée en 2009, de même que des derniers taux de change opérationnels. Les incidences que l'actualisation des coûts a sur le projet de budget au stade actuel sont indiquées aux paragraphes 32 à 37 ci-après.

14. Le tableau ci-dessous met en regard les ressources proposées dans le présent projet et les enveloppes approuvées pour les derniers exercices biennaux :

(En millions de dollars des États-Unis)

	Montant	*Augmentation par rapport à l'exercice précédent*
2006-2007 (montant révisé des crédits ouverts)	4 173,9	–
2008-2009 (montant révisé des crédits ouverts)	4 865,1	691,2
2010-2011 (esquisse budgétaire)	4 871,1	6,0
2010-2011 (montant proposé avant actualisation des coûts)	4 887,5	22,4
2010-2011 (montant proposé, après actualisation préliminaire aux taux de 2008-2009)	5 059,3	194,2

15. Les recettes prévues pour l'exercice biennal 2010-2011 sont estimées à 563,4 millions de dollars, contre 555,3 millions de dollars pour 2008-2009, soit une augmentation de 8 millions de dollars.

16. Les propositions relatives à 2010-2011 sont décrites en détail dans les différents chapitres du budget-programme. Il est prévu des augmentations à 29 chapitres, d'un montant total de 72 millions de dollars en valeur réelle, et des diminutions à 11 chapitres, d'un montant total de 49,6 millions de dollars, d'où une demande de crédit supplémentaire d'un montant net de 22 396 700 dollars. Le souci d'atteindre les objectifs et d'exécuter les activités prescrites a conduit à transférer des ressources de certains sous-programmes à d'autres, dans le cadre des divers programmes. L'analyse des variations fait apparaître, pour les 188 sous-programmes composant le programme de travail, des augmentations au titre de 102 sous-programmes, d'un montant total de 101 millions de dollars, et des diminutions au titre de 58 sous-programmes, d'un montant total de 92,9 millions de dollars. Une autre mesure de l'ampleur des réaffectations est le nombre de postes transférés. Sur un total de 10 085 postes inscrits aux chapitres des dépenses du budget-programme de l'exercice en cours, il est proposé d'en transférer 368, soit 3,6 %, soit à l'intérieur d'un même chapitre, soit d'un chapitre à un autre.

17. Le projet de budget pour 2010-2011 prévoit aussi la poursuite de l'action menée pour renforcer l'efficacité et l'efficience des modalités de mise en œuvre des programmes et d'utilisation des ressources.

18. Outre les réaffectations de ressources et les mesures de renforcement de l'efficacité prévues dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, on notera l'importance qui

continue d'être attachée à l'application de l'article 5.6[1] et de la règle 105.6 des Règlement et règles régissant la planification des programmes (ST/SGB/2000/8), et de manière plus générale, à la question du classement et de la quantification des produits. Il est prévu de supprimer 4 541 produits inscrits au budget-programme de 2008-2009. Leur élimination est le résultat de l'analyse effectuée pour s'assurer que seuls les produits indispensables à la concrétisation des réalisations escomptées seront programmés en 2010-2011. Les produits exécutés en 2008-2009 qui ne seront pas reconduits en 2010-2011 sont indiqués dans les chapitres pertinents et récapitulés ci-après chapitre par chapitre.

Chapitre du budget	*Nombre de produits éliminés en 2010-2011*
4. Désarmement	157
5. Opérations de maintien de la paix	2
6. Utilisations pacifiques de l'espace	9
8. Affaires juridiques	2
9. Affaires économiques et sociales	416
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	1
12. Commerce et développement	49
14. Environnement*	1 894
15. Établissements humains	732
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et justice pénale	30
17. Développement économique et social en Afrique	220
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	355
19. Développement économique et social en Europe	7
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	253
21. Développement économique et social en Asie occidentale	153
23. Droits de l'homme	199
24. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	52
25. Réfugiés de Palestine	1
26. Aide humanitaire	1
27. Information	3
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	5
Total	**4 541**

* Compte tenu de la restructuration de son programme, le Programme des Nations Unies pour l'environnement estime que l'exécution de la quasi-totalité des produits prévus en 2008-2009 au titre des six sous-programmes pourra être considérée comme achevée.

B. Effectifs proposés

19. Il est proposé pour l'exercice biennal 2010-2011 d'inscrire un nombre total de 10 061 postes aux chapitres des dépenses, contre 8 752 pour l'exercice 1998-1999 et 10 085 pour l'exercice 2008-2009. L'effectif prévu pour l'exercice 2010-2011 représente une diminution nette de 24 postes par rapport à celui qui avait été approuvé pour l'exercice 2008-2009. Comme le montre le tableau ci-après, il est proposé de supprimer au total 101 postes, d'en créer 58 autres et de convertir en postes permanents 19 postes précédemment financés au moyen des ressources prévues au titre du

[1] Dans le cadre du projet de budget-programme, le Secrétaire général remet à l'Assemblée générale la liste, dûment justifiée, des produits prévus dans le budget-programme de l'exercice précédent qui, à son avis, peuvent être éliminés et n'ont par conséquent pas été inclus dans le projet de budget-programme.

personnel temporaire (autre que pour les réunions). Il est proposé en outre de transformer deux postes temporaires en postes permanents, changement de statut qui n'aurait pas d'incidence sur le nombre total et le coût des postes. Enfin, il est proposé de reclasser 12 postes.

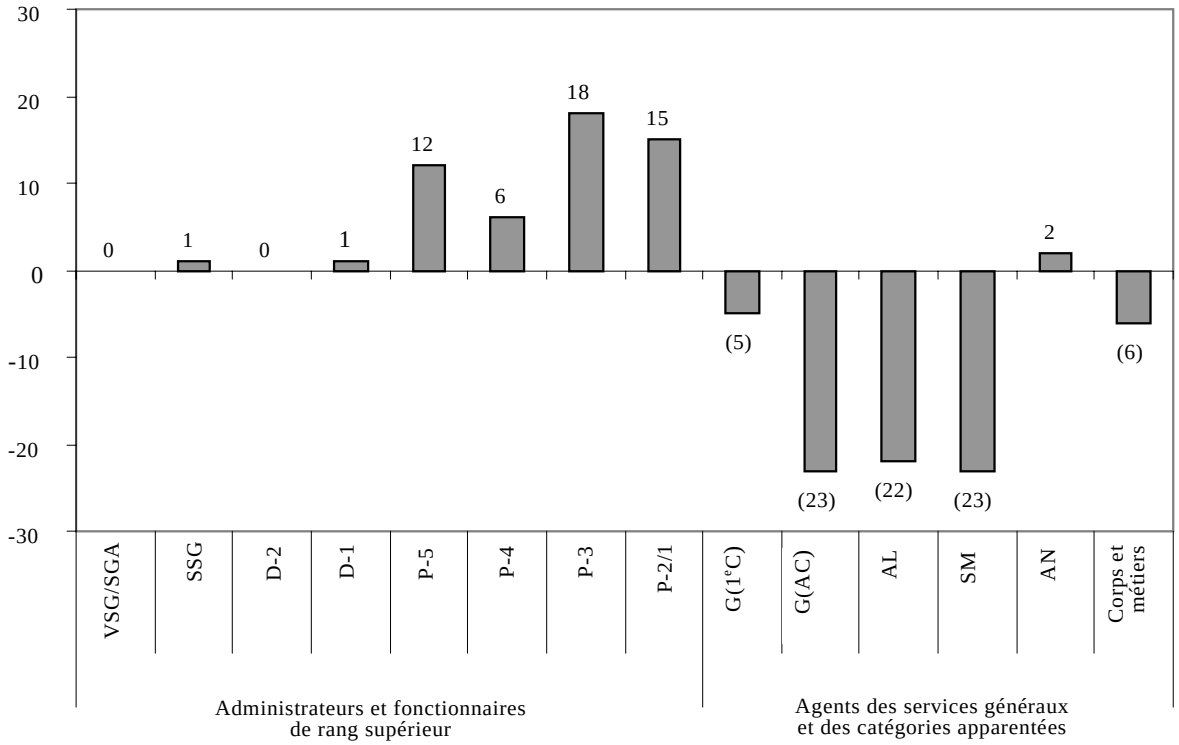
	Nombre de postes
Postes approuvés pour l'exercice 2008-2009	10 085
Postes proposés pour l'exercice 2010-2011	10 061
Variation	**(24)**
Postes supprimés	(101)
Postes nouveaux	58
Postes convertis	19

20. La répartition des postes par titre du budget est la suivante :

			Variation		
Titre		*2008-2009*	*Nombre*	*Pourcentage*	*2010-2011*
I.	Politique, direction et coordination d'ensemble	2 140	3	0,1	2 143
II.	Affaires politiques	825	(30)	(3,6)	795
III.	Justice internationale et droit international	248	9	3,6	257
IV.	Coopération internationale pour le développement	1 238	(4)	(0,3)	1 234
V.	Coopération régionale pour le développement	1 955	1	0,1	1 956
VI.	Droits de l'homme et affaires humanitaires	528	6	1,1	534
VII.	Information	748	(16)	(2,1)	732
VIII.	Services communs d'appui	1 346	(2)	(0,1)	1 344
IX.	Contrôle interne	114	9	7,9	123
XII.	Sûreté et sécurité	943	–	–	943
	Total	**10 085**	**(24)**	**(0,2)**	**10 061**

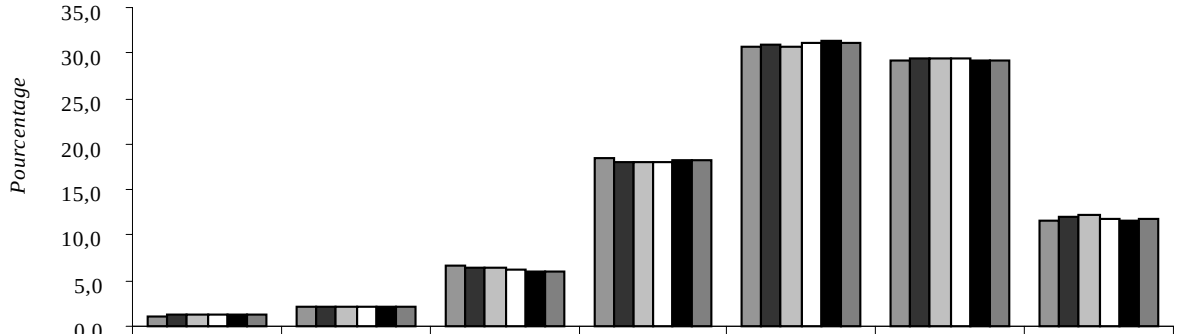
21. Il a été procédé à un examen approfondi des ressources humaines de façon que les fonctions soient parfaitement adaptées aux stratégies arrêtées pour l'exercice 2010-2011. Les changements proposés se traduisent dans le tableau d'effectifs par des transferts de certaines catégories et de certaines classes à d'autres. Le graphique ci-après fait apparaître les besoins divers des nombreux programmes ainsi que les efforts déployés pour équilibrer les effectifs de l'exercice biennal 2010-2011.

Variation nette du nombre de postes, par classe, de l'exercice 2008-2009 à l'exercice 2010-2011



22. Comme par le passé, il a été procédé à une évaluation minutieuse de la répartition des postes en vue d'éviter le risque d'un excès de postes aux échelons supérieurs et de veiller à ce que les changements proposés ne déséquilibrent pas l'ensemble de la pyramide. Comme le montre le graphique ci-après, la répartition par classe des postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur est restée globalement stable au fil des ans, en particulier aux échelons supérieurs. La proportion de postes des classes P-5 et D-1 est en baisse constante depuis l'exercice biennal 2000-2001, étant passée de 25,1 % à 24,3 %, tandis que la proportion de postes des classes P-1/2 à P-4 est en augmentation, étant passée pour sa part de 71,7 % à 72,2 %.

Répartition des postes d'administrateur et de fonctionnaire de rang supérieur, par classe et par exercice biennal



	SGA/SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2/1
2000-2001	1,1	2,1	6,7	18,4	30,8	29,3	11,6
2002-2003	1,2	2,1	6,4	18,0	31,0	29,3	12,0
2004-2005	1,3	2,2	6,4	18,0	30,7	29,3	12,1
2006-2007	1,3	2,2	6,2	18,0	31,1	29,4	11,9
2008-2009	1,3	2,2	6,1	18,2	31,3	29,2	11,7
2010-2011	1,3	2,2	6,1	18,2	31,0	29,3	11,9

Services généraux et catégories apparentées

23. Comme pour les projets de budget des exercices antérieurs, on s'est en particulier efforcé de répondre aux préoccupations de l'Assemblée générale concernant le ratio agents des services généraux/administrateurs, en tenant compte de l'impact sur l'Organisation des investissements dans les nouvelles technologies et en ne perdant pas de vue que les mandats et les programmes de travail exécutés dans les différents lieux d'affectation sont distincts.

24. Les propositions pour l'exercice biennal 2010-2011 font apparaître une diminution du ratio agents des services généraux/administrateurs. La tendance à la réduction de la proportion d'agents des services généraux dans l'effectif total autorisé persiste donc, comme l'indique le tableau ci-dessous.

	2000-2001	*2002-2003*	*2004-2005*	*2006-2007*	*2008-2009*	*2010-2011*
Agents des services généraux et des catégories apparentées[a]	5 207	5 237	5 575	5 522	5 622	5 545
Effectif total	8 989	9 062	9 538	9 676	10 085	10 061
Pourcentage d'agents des services généraux dans l'effectif total	57,9	57,8	58,5	57,1	55,7	55,1
Ratio agents des services généraux/administrateurs	1,38 :1	1,37 :1	1,41 :1	1,33 :1	1,26 :1	1,23 :1

[a] Les catégories apparentées sont les suivantes : Service de sécurité, corps de métier, Service mobile, catégorie des administrateurs recrutés sur le plan national et catégorie des agents recrutés localement.

25. La diminution nette de 77 postes d'agent des services généraux et catégories apparentées, dont le nombre passerait de 5 622 en 2008-2009 à 5 545 en 2010-2011, s'explique par la suppression de 98 postes, la conversion de 3 postes de personnel temporaire (autre que pour les réunions) et la création de 18 nouveaux postes. Ces propositions sont récapitulées ci-après :

a) Quatre-vingt dix-huit postes seraient supprimés aux chapitres 1 à 3, 5, 8, 9, 12, 21, 27, 28A, 28C à 28E et 28G. Ces suppressions résultent des investissements technologiques et des mesures prises pour rationaliser, consolider et simplifier la structure des postes en reconfigurant les processus d'exécution des tâches. Il est notamment prévu de supprimer 45 postes au chapitre 5 dans le cadre de l'intégration et du regroupement proposés des dispositifs de soutien de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) et de la Force des Nations Unies chargée d'observer le dégagement (FNUOD) au Groupe d'observateurs au Liban et au Groupe d'observateurs au Golan. Par ailleurs, en application de la résolution 63/250 de l'Assemblée générale, il est proposé de supprimer cinq postes d'agent des services généraux et, dans le même temps, de créer des postes d'agent du Service mobile. En outre, six postes de la catégorie des corps de métier devraient être supprimés du fait de la diminution attendue des activités d'entretien pendant l'exécution du plan-cadre d'équipement;

b) Trois postes de personnel temporaire (autre que pour les réunions) seraient convertis, aux chapitres 1, 3 et 30, en raison du caractère continu des fonctions qui s'y rattachent;

c) Dix-huit postes nouveaux sont prévus aux chapitres 1, 3 à 5, 7, 21, 28D et 28G. Il est notamment proposé de créer : cinq postes d'agent du Service mobile, parallèlement à la suppression des postes de temporaire visée à l'alinéa a); sept postes d'agent local, dont cinq pour renforcer la sécurité au quartier général de l'ONUST et deux destinés au Centre régional pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes; deux postes d'agent recruté sur le plan national, pour la gestion des installations, l'un à la Division des services administratifs de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) et l'autre au chapitre Administration (Nairobi); et deux postes d'agent des services généraux, pour un assistant administratif, au Groupe de l'état de droit au chapitre 1 et pour un technicien des télécommunications chargé de l'appui informatique au Greffe de la Cour internationale de Justice.

Catégorie des administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur

26. L'augmentation nette de 53 postes – dont le nombre total passerait de 4 463, pour l'exercice 2008-2009, à 4 516 pour l'exercice 2010-2011 – s'explique essentiellement par le renforcement des effectifs de la catégorie des administrateurs (P-1/2 à P-4) dans des domaines clefs. La proposition de créer 15 P-2 et 18 P-3 témoigne des efforts concrets que l'Organisation ne cesse de déployer pour redynamiser le Secrétariat en rajeunissant ses effectifs d'administrateurs auxiliaires. Il est également proposé d'accroître le nombre de P-4 et de P-5 de 6 et 12 postes, respectivement. Un nouveau poste serait créé à la classe D-1, tandis qu'à la classe D-2 il est proposé de transformer un poste de temporaire en poste permanent, sans variation nette du nombre total des postes de cette classe puisqu'un poste existant serait reclassé en poste de sous-secrétaire général.

27. L'augmentation d'un poste D-1 tient au reclassement proposé du poste d'adjoint du Secrétaire exécutif du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (P-5). Sous réserve des exigences du service, la gestion courante des tâches concernant au moins un des trois volets principaux des travaux du Comité consultatif – budget, maintien de la paix, et fonds et programmes – serait confiée au Secrétaire exécutif adjoint, qui serait également chargé de

superviser les autres administrateurs du secrétariat, de donner des avis pour l'établissement des projets de rapport et de participer à la négociation des textes au cours des séances de rédaction.

28. Au chapitre 30 (Contrôle interne), l'augmentation d'un poste D-2 s'explique par la proposition de transformer en poste permanent un poste de temporaire (1 des 9 postes de temporaire qu'il est prévu de convertir) comme l'a approuvé l'Assemblée générale dans sa résolution 62/236, en réaffirmant le rôle central du suivi, de l'inspection et de l'évaluation. Cette conversion répond à la nécessité de renforcer le sous-programme 2 (Inspection et évaluation) conformément aux modifications d'effectifs indiquées dans le rapport du Secrétaire général sur le renforcement du Bureau des services de contrôle interne (A/61/610). Elle permettra de garantir la bonne exécution du programme de travail et des activités prescrites pour l'exercice 2010-2011.

29. L'augmentation d'un poste de sous-secrétaire général au chapitre 23 s'explique par la proposition de reclasser le poste de directeur (D-2) du Bureau de New York du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH), conformément à l'étude réalisée en 2007 par le Bureau des services de contrôle interne (BSCI), dont il ressortait que le Haut-Commissariat devait être représenté à un niveau plus élevé dans le processus décisionnel à New York étant donné les responsabilités croissantes qui lui incombaient depuis le Sommet mondial de 2005. Un sous-secrétaire général à la tête de son Bureau au Siège permettrait au HCDH de participer comme il se doit aux travaux des comités de décision (Comité des politiques et Conseil de direction, en particulier) lorsque le Haut-Commissaire ne peut pas venir à New York; cela lui assurerait une représentation au niveau politique et l'accès aux débats de haut niveau. Ce reclassement contribuerait à renforcer les capacités de décision et de communication du Bureau, conformément à la politique générale définie par le Haut-Commissaire, ainsi que l'efficacité et l'efficience du HCDH.

C. Méthode

30. La méthode employée pour calculer les montants à inscrire au budget-programme n'a pas changé par rapport à celle appliquée lors de l'exercice biennal précédent, qui avait été adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 47/212 A. Suivant cette méthode, les montants révisés des crédits ouverts pour l'exercice biennal en cours, approuvés par l'Assemblée dans sa résolution 61/264, ont servi de point de départ, c'est-à-dire de données de base pour la mesure des variations.

31. Les augmentations et les réductions proposées ont été mesurées par rapport aux montants révisés des crédits ouverts pour l'exercice biennal 2008-2009, les changements qu'il est proposé d'apporter au budget de cet exercice étant indiqués. Ces changements s'expliquent notamment par des ajustements liés à des crédits non renouvelables demandés pour l'exercice biennal en cours, ainsi que par des augmentations automatiques résultant du financement sur l'ensemble de l'exercice biennal 2010-2011 de nouveaux postes inscrits aux chapitres 1 à 12, 16 à 21, 23, 25 à 28E, 28G à 30, 34 et 36, approuvés par l'Assemblée générale et budgétisés pour l'exercice 2008-2009 avec un taux d'occupation des postes en raison des délais de recrutement, de 50 % pour les administrateurs et de 65 % pour les agents des services généraux. Les changements sont présentés sur la même base que les montants révisés des crédits ouverts pour que l'on puisse déterminer le taux de croissance réel des ressources. Dans le solde des variations interviennent, pour ce qui est des augmentations, un montant de 83,3 millions de dollars correspondant au coût sur un exercice complet de postes approuvés pour l'exercice 2008-2009 et, pour ce qui est des réductions, un montant de 37,9 millions de dollars correspondant à des crédits non renouvelables approuvés pour le même exercice. Des montants ont également été prévus au titre des dépense autres que le coût des postes financées pendant une partie seulement de l'exercice biennal 2008-2009, qui se rapportent essentiellement aux émoluments des cinq juges permanents (3 à temps plein et 2 à temps partiel) du Tribunal du contentieux administratif des Nations Unies (0,9 million de dollars).

Il est en outre demandé un montant de 52,7 millions de dollars, qui correspond au montant estimatif des dépenses qu'entraînera pendant l'exercice 2010-2011 l'application des dispositions de la section II de la résolution 63/250 de l'Assemblée générale, relatives à l'harmonisation des conditions d'emploi pour ce qui concerne les missions politiques spéciales. Les crédits ouverts et les variations (augmentations/réductions) sont ensuite actualisés compte tenu des prévisions relatives à l'inflation.

32. Pour l'actualisation des coûts, des ajustements ont dû être effectués pour établir aux prix de 2010-2011, sur la base des taux de change applicables (voir tableau 6), les montants révisés des crédits ouverts et ceux des augmentations ou des diminutions proposées. Le montant estimatif prévu à ce titre est de 171,8 millions de dollars.

33. Pour les traitements des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, les ajustements ont été effectués en fonction de l'évolution des indices d'ajustement prévue pour 2009 (voir tableau 7). Pour les traitements des agents des services généraux, les montants ont été actualisés sur la base des prévisions relatives à l'ajustement au coût de la vie, qui reposent sur les taux d'inflation prévus.

34. En ce qui concerne les taux de vacance de postes pour 2010-2011, il est proposé d'appliquer aux postes maintenus des taux uniformes de 6,5 % pour les administrateurs et de 3,5 % pour les agents des services généraux et des catégories apparentées. Ces taux, approuvés pour l'exercice biennal 2008-2009, ont été conservés pour l'exercice biennal 2010-2011.

35. Pour les agents de sécurité affectés sur le terrain, on se rappellera que l'Assemblée générale avait décidé dans sa résolution 62/236 de retenir un taux de vacance de 27,2 % aux fins des calculs budgétaires pour l'exercice 2008-2009. Compte tenu de ce qui a été observé en 2008, des taux révisés ont été proposés dans le cadre du premier rapport sur l'exécution du budget-programme, à savoir 5,3 % pour les administrateurs et 13,9 % pour les agents des services généraux. Ces taux, approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/263, ont été conservés pour l'exercice biennal 2010-2011.

36. Les dépenses communes de personnel sont budgétisées en pourcentage des traitements nets, pour chaque lieu d'affectation. Elles couvrent les allocations et indemnités et les frais afférents aux nominations, aux transferts et aux cessations de service.

37. Le budget étant libellé en dollars des États-Unis, les variations de la valeur du dollar par rapport aux autres monnaies peuvent avoir une incidence considérable sur les dépenses faites dans ces monnaies. On n'a pas essayé de prévoir cette évolution au stade de l'actualisation. Les ajustements nécessités par les fluctuations monétaires seront effectués en décembre 2009 suivant les procédures en vigueur.

D. Présentation

Cadre logique

38. Le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011 est présenté en application des Règlement et règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation ainsi que des dispositions de la résolution 58/269. Au paragraphe 9 de cette résolution, l'Assemblée générale a décidé que les textes explicatifs des fascicules du budget-programme seraient identiques à ceux figurant dans le plan-programme biennal. Les textes explicatifs renvoient à la vue d'ensemble et aux éléments composant le cadre logique, à savoir les objectifs de l'Organisation, les réalisations escomptées et

les indicateurs de succès, approuvés par l'Assemblée dans sa résolution 63/247 et repris dans le plan-programme biennal et les priorités pour la période 2010-2011.

39. Par sa résolution 58/269, l'Assemblée générale a également prié le Secrétaire général de faire figurer dans l'introduction des fascicules du budget des renseignements sur les mandats nouveaux ou modifiés qu'elle aurait approuvés après l'adoption du plan-programme biennal. Elle a prié en outre le Comité du programme et de la coordination d'examiner, dans l'exercice de ses attributions relatives au programme dans le cadre du processus de planification et de budgétisation, les aspects relatifs au programme des mandats nouveaux ou modifiés visés plus haut, ainsi que tout écart apparaissant entre le plan-programme biennal et les aspects relatifs au programme du projet de budget-programme. De tels écarts, qui sont le résultat de mandats nouveaux ou modifiés sont apparus aux chapitres 28C (Bureau de la gestion des ressources humaines) et 29 (Bureau des technologies de l'information et des communications). En application de la résolution 58/269, ces écarts seront signalés au Comité du programme et de la coordination pour examen.

40. Les renseignements ci-après concernant les programmes sont présentés, comme auparavant, dans chaque chapitre du budget :

- Objectifs de l'Organisation
- Réalisations escomptées
- Indicateurs de succès

  Mesure des résultats (données de départ et objectifs)

  2006-2007

  2008-2009 (estimation)

  2010-2011 (objectif)
- Acteurs externes
- Produits

Renseignements financiers

41. Les renseignements financiers ci-après figurent dans le projet de budget-programme :

- Dépenses de 2006-2007
- Montant révisé des crédits ouverts pour 2008-2009 (voir la résolution 63/264)
- Changements proposés pour 2010-2011 par rapport aux crédits ouverts pour 2008-2009 (montant et pourcentage)
- Total des ressources nécessaires pour 2010-2011, avant actualisation des coûts
- Actualisation des coûts en fonction des taux préliminaires de 2010-2011
- Prévisions de dépenses pour 2010-2011

Autres questions

42. Outre les questions de présentation habituelles qui sont abordées ci-dessus, le présent document comprend deux annexes relatives aux recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires. L'annexe I contient des renseignements sur les chapitres du budget pour lesquels le programme de travail a été examiné par des organes spécialisés (voir A/60/7, par. 18) et l'annexe II un récapitulatif des mesures prises pour donner suite aux recommandations

du Comité consultatif sur des questions intersectorielles abordées au chapitre I de son rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2008-2009 (voir A/60/7, par. 34).

E. Autres facteurs sous-tendant les propositions budgétaires

43. On trouvera ci-après une description détaillée d'un certain nombre d'autres facteurs qui sous-tendent les propositions budgétaires pour l'exercice 2010-2011.

Arrangements en vigueur à Nairobi

44. Dans sa résolution 52/220, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'aligner les arrangements financiers de l'Office des Nations Unies à Nairobi sur ceux des autres bureaux administratifs analogues de l'Organisation. Depuis, en vue de réduire les dépenses administratives qui viennent en déduction des ressources disponibles pour les activités de fond du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), le Secrétaire général s'est engagé à augmenter progressivement la part des ressources inscrites au budget de l'Office qui relève du budget ordinaire.

45. Dans la section I de sa résolution 57/292, l'Assemblée générale a noté avec satisfaction que le Secrétaire général avait l'intention de continuer à renforcer l'Office des Nations Unies à Nairobi et l'a engagé instamment à accroître la part du budget ordinaire dans le financement de l'Office au cours des futurs exercices biennaux, afin que celui-ci puisse exécuter intégralement les programmes et activités relevant de son mandat.

46. Conformément aux directives données par l'Assemblée générale dans ses résolutions 52/220, 57/292 et 58/270, il a été tenu compte dans le projet de budget pour l'exercice biennal 2010-2011 de l'engagement pris par le Secrétaire général d'accroître encore la part du budget ordinaire dans le financement de l'Office des Nations Unies à Nairobi. Comme il ressort du tableau ci-dessous, il proposé d'augmenter le montant total des ressources de 4 226 900 dollars, une augmentation qui serait répartie entre les chapitres 2, 15, 28G et 33. Cette augmentation serait en partie compensée par une baisse des ressources prévues au chapitre 14, essentiellement du fait d'un transfert de ressources, d'un montant de 71 700 dollars, en faveur du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, conformément à la résolution 63/89, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général, lorsqu'il établirait son projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, d'envisager toutes les options, y compris la possibilité d'une redistribution interne des ressources. L'augmentation proposée, d'un montant net de 4 155 200, soit 4,4 % par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice 2008-2009, correspond à un effort pour renforcer les programmes exécutés à Nairobi (activités de fond et activités d'appui).

47. Sur l'augmentation nette proposée, les ressources supplémentaires destinées aux services de conférence (chap. 2), à l'appui administratif (chap. 28G) et aux travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien (chap. 33) se chiffrent à 4,1 millions de dollars, soit une augmentation de 8 % par rapport au montant révisé des crédits correspondants inscrits au budget de l'exercice 2008-2009. Elles doivent permettre notamment de financer la création de huit nouveaux postes inscrits au budget ordinaire afin de fournir des services de conférence qui autrement seraient financés au moyen de fonds extrabudgétaires provenant du PNUE et d'ONU-Habitat. En outre, se fondant sur l'examen de l'organigramme et de la structure hiérarchique de l'ONUN, effectué par le Bureau de la gestion des ressources humaines, le Secrétaire général propose de modifier celle-ci progressivement en l'alignant sur celle des offices des Nations Unies à Genève et à Vienne. Pour ce qui est de l'exercice 2010-2011, il est

proposé de reclasser à P-5 quatre postes P-4, à savoir les postes de chefs de la Section du budget, de la Section du classement des emplois et du recrutement, de la Section de la gestion des installations et du Service médical commun. Il est en outre proposé de créer un poste qui serait pourvu par un administrateur recruté sur le plan national et permettrait ainsi d'avoir une meilleure connaissance et une meilleure compréhension des sous-traitants locaux ainsi que des pratiques locales en matière de location, dans l'esprit de l'avis exprimé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires dans son rapport sur le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2006-2007 (voir A/60/7, par. 70 et 71). Il est par ailleurs proposé de supprimer deux postes d'agent local suite à la réorganisation des fonctions et à la rationalisation des structures opérationnelles.

48. Grâce aux changements susmentionnés, les ressources extrabudgétaires du PNUE et d'ONU-Habitat ainsi libérées ont pu être réaffectées aux activités de fond de ces deux programmes. Par ailleurs, compte tenu de l'importance accordée dans le cadre stratégique pour la période 2010-2011 à la promotion d'une croissance économique soutenue et du développement durable, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et aux textes issus des récentes conférences des Nations Unies, les ressources du budget ordinaire prévues pour ONU-Habitat sont en augmentation de 0,9 %.

49. Il convient de noter, en ce qui concerne le PNUE, que le montant des ressources consacrées au Programme dans le budget ordinaire est en baisse de 0,7 % par rapport au montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice 2008-2009. Cette diminution est liée pour l'essentiel au transfert de ressources en faveur du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, et est conforme aux dispositions de la résolution 63/89 de l'Assemblée générale rappelées au paragraphe 46 ci-dessus. Par sa décision 25/13, le Conseil d'administration du PNUE a approuvé le programme de travail du Programme pour l'exercice 2010-2011, dans lequel il est prévu de confier à une section des services internes les fonctions relatives à la gestion des fonds, la trésorerie, la planification des ressources humaines, l'informatique, la gouvernance et autres services d'appui à l'exécution des programmes, auparavant assurées par l'ONUN. Le transfert de ces fonctions et le renforcement des services internes du PNUE, qui en résulte, s'est traduit par la création d'un nombre total de 18 postes, dont le financement est pris en compte dans le Fonds pour l'environnement. Le transfert au PNUE des fonctions de gestion financière qui le concernent et qui étaient auparavant assurées par l'ONUN s'est aussi traduit par une réduction des contributions versées à l'Office par le Programme, avec toutefois un effet de neutralisation sur les ressources extrabudgétaires du PNUE.

50. Grâce aux mesures prises progressivement, depuis l'exercice biennal 1998-1999, pour renforcer l'Office des Nations Unies à Nairobi, la part des ressources provenant du budget ordinaire représentera, pour l'exercice biennal 2010-2011, 58 % du total des ressources inscrites au chapitre 28G et, s'agissant des services de conférence, 63,1 % des ressources inscrites au chapitre 2 pour l'Office.

51. Au total, les ressources prévues aux chapitres 1, 2, 14, 15, 28G, 33 et 34 font apparaître une augmentation nette de 4 155 200 dollars. Les ressources prévues pour l'Office des Nations Unies à Nairobi sont récapitulées dans le tableau ci-après :

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	*Montant révisé des crédits ouverts pour 2008-2009*[a]	*Augmentation (montant)*	*Augmentation (pourcentage)*	*Montant prévu pour 2010-2011 (avant actualisation des coûts)*
Chapitre I (Politique, direction et coordination d'ensemble) : Bureau du Directeur général de l'Office des Nations Unies à Nairobi	964,7	–	–	964,7
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) : services de conférence à Nairobi	18 715,0	1 853,8	9,9	20 568,8
Chapitre 14 (Environnement)[b]	10 424,4	(71,7)	(0,7)	10 352,7
Chapitre 15 (Établissements humains)	19 520,7	174,3	0,9	19 695,0
Chapitre 28G (Administration, Nairobi)	27 349,7	1 701,6	6,2	29 051,3
Chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	4 393,5	497,2	11,3	4 890,7
Chapitre 34 (Sûreté et sécurité, Nairobi)	12 596,2	–	–	12 596,2
Total	**93 964,2**	**4 155,2**	**4,4**	**98 119,4**

[a] Montants inscrits au budget au titre des chapitres et bureaux indiqués pour l'Office des Nations Unies à Nairobi (les bureaux de liaison du PNUE et d'ONU-Habitat à New York sont exclus).

[b] La croissance négative, d'un montant de 71 700 dollars, est liée essentiellement au transfert de ressources en faveur du Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants (qui est sis à Vienne et relève du chapitre 14), conformément à la résolution 63/89 de l'Assemblée générale, dans laquelle l'Assemblée a prié le Secrétaire général, lorsqu'il établirait son projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011, d'envisager toutes les options, y compris la possibilité d'une redistribution interne des ressources.

Formation

52. Conformément aux orientations et aux directives données par l'Assemblée générale dans ses résolutions 55/258, 57/305, 59/266, 61/244 et 63/250, un cadre moderne et intégré de gestion des ressources humaines est mis en place afin de renforcer la capacité actuelle et future de l'Organisation en matière de gestion des ressources humaines et de mettre au point des mécanismes destinés à encourager et à favoriser la mobilité ainsi que l'élargissement des programmes de formation du personnel et de perfectionnement des cadres.

53. Conformément à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 4 de la section VIII de sa résolution 63/250, une stratégie à jour de formation et de perfectionnement professionnel sera publiée, en collaboration avec plusieurs parties prenantes. Cette stratégie prendra appui sur les progrès importants qui ont été faits à ce jour et s'inscrira dans la continuité des réformes entreprises par le Secrétaire général pour renforcer la gestion des ressources humaines compte tenu de l'évolution des besoins de l'Organisation. Un Conseil consultatif pour la formation supervisera l'application de la stratégie et veillera à ce que les bureaux et les départements coordonnent leurs activités de formation et à ce que celles-ci soient conformes aux priorités de l'Organisation.

54. Des ressources sont prévues pour la formation dans le projet de budget pour renforcer les compétences du personnel à tous les niveaux, conformément à l'objectif que s'est fixé l'Organisation de promouvoir un changement de culture institutionnelle et de se doter d'un

personnel polyvalent, au service d'une organisation plus productive, plus souple et ayant davantage le souci des résultats.

55. Le projet de budget-programme pour 2010-2011 prévoit un montant de 33,2 millions de dollars pour financer des activités de formation visant à maintenir et à renforcer les compétences du personnel. Ces ressources se répartiront entre les activités de formation centralisées (20,1 millions de dollars), la formation linguistique (9,4 millions de dollars) et d'autres activités de formation (3,7 millions de dollars). Les programmes existants seront maintenus et, lorsque ce sera possible, élargis afin de favoriser la mobilité, d'actualiser les compétences techniques du personnel, d'assurer le fonctionnement des centres de documentation sur les carrières et d'accroître le nombre d'ateliers de formation consacrés à l'organisation des carrières, dans tous les lieux d'affectation. L'accent sera également mis sur la mise en place de programmes intersectoriels destinés aux cadres sous les auspices de l'École des cadres du système des Nations Unies et en collaboration avec d'autres organisations. Les ressources nécessaires à la formation pour l'exercice biennal 2010-2011 se répartissent comme suit :

(En dollars des États-Unis)

Activités de formations gérées de façon centralisée	
Perfectionnement des cadres et suivi des résultats	8 489 900
Compétences professionnelles et techniques et aide à l'organisation des carrières	6 363 100
Technologies de l'information	3 571 700
Gestion des ressources humaines et financières	1 706 900
Total partiel	**20 131 600**
Cours de langues[a]	9 408 400
Autres[b]	3 654 300
Total	**33 194 300**

[a] Dont un montant de 4 265 800 dollars au titre des cours de langues gérés de façon centralisée.

[b] Y compris les ressources nécessaires aux programmes de formation aux normes comptables internationales du secteur public et à la sécurité, ainsi que la part du coût des activités financées en commun prise en charge par l'ONU.

56. Les programmes de perfectionnement et de formation gérés de façon centralisée contribueront, comme auparavant, à promouvoir une culture d'apprentissage permanent, à renforcer les compétences de direction et de gestion, ainsi que les compétences prioritaires pour l'Organisation, et à développer l'aptitude des départements à conduire et à gérer efficacement le changement. Les programmes visant à promouvoir la prise en compte systématique du souci de l'égalité des sexes, la prise de conscience des problèmes de sexisme sur le lieu de travail et la sensibilisation à la diversité et au multiculturalisme seront poursuivis. En conséquence, le montant prévu pour les activités de formation centralisées s'élève à 20,1 millions de dollars pour l'exercice 2010-2011. Il servira principalement à financer les activités suivantes :

a) Programmes de renforcement des compétences en matière de direction et de gestion à l'intention des cadres dirigeants et du personnel à tous les niveaux, en accord avec l'importance accrue qui sera accordée au perfectionnement des cadres et au suivi des résultats pendant l'exercice 2010-2011;

b) Ateliers et programmes de formation relatifs à la gestion des ressources humaines, au budget et aux finances, aux achats et à la gestion des contrats, et à l'administration de la justice, spécialement conçus pour améliorer les compétences et les connaissances des directeurs de programmes et des autres fonctionnaires ayant des responsabilités administratives;

c) Programmes de formation aux technologies de l'information destinés à faciliter l'application de la stratégie informatique du Secrétaire général en améliorant le niveau des connaissances des fonctionnaires du Secrétariat en ce qui concerne l'utilisation des logiciels de l'Organisation et en permettant aux fonctionnaires d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour gérer l'information de manière plus efficace et plus rationnelle, y compris en leur donnant plus largement accès aux programmes d'autoformation et d'apprentissage en ligne et en créant le campus virtuel de l'ONU;

d) Programmes de renforcement des compétences techniques et professionnelles, et mise en place dans tous les lieux d'affectation de programmes d'aide à l'organisation des carrières s'adressant à toutes les catégories de personnel, en particulier à l'appui de la mobilité.

57. Conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, on continuera à offrir des programmes de formation linguistique généraux et spécialisés dans les six langues officielles de l'ONU, afin de permettre au personnel d'entretenir et d'approfondir ses connaissances linguistiques. Les programmes de formation linguistique et de formation aux techniques de communication favoriseront le multilinguisme et permettront de favoriser la bonne entente interculturelle. Les ressources prévues pour les cours de langue s'élèvent à 9,4 millions de dollars.

58. Outre les ressources prévues pour les programmes gérés de façon centralisée et les cours de langues, le projet de budget-programme prévoit un montant de 3,7 millions de dollars pour le financement de formations spécialisées. Une bonne partie de ces formations s'adresseront au personnel de sécurité, conformément aux mesures approuvées pour renforcer la sûreté et la sécurité à l'ONU, le personnel de sécurité devant pouvoir s'acquitter efficacement d'un nombre croissant de fonctions spécialisées (1,5 million de dollars); des formations seront aussi organisées à l'intention de quelque 1 300 fonctionnaires dans la perspective de l'adoption des Normes comptables internationales pour le secteur public, pour que la mise en place de ces normes se fasse comme il faut (600 000 dollars). D'autres ressources sont prévues pour couvrir la part des activités financées en commun prise en charge par l'ONU ainsi que diverses formations spécialisées.

Suivi et évaluation

59. En application de la résolution 58/269, des ressources ont été réservées dans chaque chapitre du budget aux activités de suivi et d'évaluation. Comme pour l'élaboration des projets de budget-programme pour 2006-2007 et 2008-2009, les instructions relatives à l'établissement du budget pour l'exercice 2010-2011 étaient accompagnées de formulaires relatifs aux ressources et aux plans d'évaluation qui avaient été mis au point par le Bureau des services de contrôle interne et devaient être remplis par les directeurs de programme.

60. Comme indiqué dans les paragraphes qui précèdent, les fonctions de suivi, notamment l'élaboration du rapport sur l'exécution du programme, et les fonctions d'auto-évaluation, qui relevaient auparavant du Bureau des services de contrôle interne (BSCI), ont été transférées au Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion, conformément à la résolution 61/275 de l'Assemblée générale. Conformément au Règlement et aux règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation (ST/SGB/2000/8) et à la circulaire du Secrétaire général sur l'organisation du Bureau des services de contrôle interne (ST/SGB/2002/7), ces fonctions recouvrent les activités suivantes : a) prestation au Comité du programme et de la coordination de services fonctionnels

dans les domaines du contrôle et de l'auto-évaluation; b) établissement du rapport biennal sur l'exécution des programmes; c) gestion du réseau de coordonnateurs des rapports sur l'exécution des programmes; d) développement du site Web sur l'exécution des programmes; e) amélioration ou remplacement du Système intégré de suivi; f) prestation de services de conseil; g) organisation de formations et mise en commun de connaissances sur les meilleures pratiques suivies par tous les départements de l'Organisation dans le cadre de leurs activités de contrôle et d'auto-évaluation; h) offre d'un appui méthodologique pour les auto-évaluations; et i) offre d'un appui à la gestion axée sur les résultats, et mise en œuvre des mesures visées dans l'annexe au rapport du BSCI sur le renforcement du suivi de l'exécution des programmes et de leur évaluation (A/60/73).

61. Les ressources prévues au titre des activités de suivi et d'évaluation pour l'exercice biennal 2010-2011 se chiffrent à 48,8 millions de dollars, soit 4 millions de dollars environ de plus que les prévisions de dépenses pour 2008-2009, et se répartissent entre 28 millions de dollars inscrits au budget ordinaire et 20,8 millions de dollars provenant de ressources extrabudgétaires. Il ressort du tableau ci-après que la répartition entre le budget ordinaire et les ressources extrabudgétaires est approximativement la même pour les deux exercices.

(En dollars des États-Unis)

	2008-2009		*2010-2011*	
	Montant	*Pourcentage*	*Montant*	*Pourcentage*
Budget ordinaire	26 188 437	59,0	27 972 872	57,4
Ressources extrabudgétaires	18 162 312	41,0	20 762 399	42,6
Total	**44 350 749**	**100,0**	**48 735 271**	**100,0**

62. Comme par le passé, l'essentiel de ces ressources servira à financer des évaluations internes (48 millions de dollars), le montant restant étant consacré à des évaluations externes (800 000 dollars). Les évaluations internes consistent en des auto-évaluations, notamment celles réalisées dans le cadre du suivi et de la présentation des rapports sur l'exécution des programmes. Les évaluations externes comprennent des évaluations prescrites et des évaluations facultatives.

63. Conformément à la pratique en vigueur, chaque fascicule du budget comprend un état récapitulatif des ressources que les départements prévoient d'allouer à leurs activités de suivi et d'évaluation.

64. En ce qui concerne les propositions relatives au renforcement du suivi et de l'évaluation au Secrétariat, on se rappellera que suite aux résolutions 61/245 et 59/272 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a présenté un rapport sur le dispositif de responsabilisation, le cadre de référence de la gestion globale des risques et du contrôle interne, et le cadre de gestion axée sur les résultats (A/62/701 et Corr.1 et Add.1), dans lequel il propose notamment une architecture de responsabilisation qui permettrait de faire de l'Organisation une institution totalement axée sur les résultats, qui soit en mesure de prévoir et d'atténuer les risques et qui tienne les cadres dirigeants tout comme les simples fonctionnaires comptables des résultats obtenus. Dans ce rapport, le Secrétaire général propose d'avaliser le concept de cadre de référence intégré de la gestion globale des risques et du contrôle interne – lequel repose sur une approche systématique, globale et prospective permettant d'identifier, d'apprécier, d'évaluer, de hiérarchiser, de gérer et de contrôler les risques dans l'ensemble de l'Organisation afin d'accroître la probabilité d'atteindre les objectifs fixés – et d'approuver un projet pilote en vue d'entamer l'élaboration de normes et directives de gestion des risques qui vaudraient pour l'ensemble du Secrétariat.

65. Toujours dans ce rapport le Secrétaire général propose aussi de créer une structure qui serait exclusivement chargée de prêter conseil et appui aux départements et d'en contrôler la performance, l'objet étant de veiller à ce que les modalités de la gestion axée sur les résultats soient intégralement appliquées, et de recueillir et de communiquer des informations indispensables sur la performance, informations qui inspireraient les décisions en matière de responsabilisation. Il propose aussi de transférer un poste d'administrateur de la classe P-4 et un poste d'agent des services généraux (1ère classe) du chapitre 30 (Contrôle interne) au chapitre 28A (Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion), les fonctions de suivi, y compris celles relatives à l'élaboration des rapports sur l'exécution des programmes, devant elles-mêmes être transférées. Dans sa décision 63/550, l'Assemblée a renvoyé à une date ultérieure l'examen du rapport du Secrétaire général sur le dispositif de responsabilisation, le cadre de référence de la gestion globale des risques et du contrôle interne, et le cadre de gestion axée sur les résultats.

66. Ayant examiné le rapport du Secrétaire général, l'Assemblée générale, dans sa résolution 63/276, a approuvé le transfert de postes et le transfert de ressources autres que celles affectées à des postes du chapitre 30 (Contrôle interne) au chapitre 28A (Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion). Il n'était toutefois pas possible, à ce stade, de prendre en compte cette décision dans les chapitres correspondants. Les ressources en question sont pour l'instant maintenues dans le chapitre 30. Il sera tenu compte de la décision dans le crédit initial qui sera ouvert pour l'exercice 2010-2011, et il en ira de même des activités d'auto-évaluation et des produits énumérés dans le projet de budget-programme.

67. L'Assemblée générale a décidé de ne pas approuver le dispositif de responsabilisation proposé et prié le Secrétaire général de lui présenter, pour examen durant la première partie de la reprise de sa soixante-quatrième session, en mettant à profit l'expertise des entités compétentes des Nations Unies et en tenant pleinement compte des résolutions pertinentes sur la responsabilisation, un rapport établi en consultation avec les organes de contrôle concernés dans lequel devront notamment figurer :

a) Une définition claire de la notion de responsabilisation et des propositions portant sur des mécanismes de responsabilisation, des paramètres précis pour leur mise en œuvre et des instruments propres à garantir une application stricte et à tous les niveaux, ainsi qu'une définition claire des rôles et responsabilités;

b) Des mesures claires et précises propres à garantir aux États Membres l'accès à des informations à jour et fiables concernant les résultats obtenus et les ressources utilisées par le Secrétariat et concernant l'exécution des programmes et les dispositions prises pour améliorer les rapports y relatifs;

c) Des mesures concrètes visant à une application rapide des recommandations faites par les organes de contrôle;

d) Des mesures visant à renforcer la responsabilité individuelle au sein du Secrétariat et la responsabilité institutionnelle envers les États Membres s'agissant des résultats obtenus et des ressources utilisées;

e) Des mesures visant à assurer la transparence du processus de sélection et de nomination des hauts fonctionnaires, notamment aux rangs de sous-secrétaire général et de secrétaire général adjoint;

f) Des propositions concrètes portant sur la réforme du système d'évaluation et de notation des fonctionnaires qui tiennent pleinement compte des vues du personnel, ainsi que sur les sanctions pour résultats insatisfaisants et récompenses pour résultats exceptionnels

applicables aux fonctionnaires et aux hauts responsables, y compris les sous-secrétaires généraux et les secrétaires généraux adjoints;

g) Une définition claire des responsabilités découlant de la délégation de pouvoirs et des directives explicites relatives à l'exercice de ces pouvoirs s'adressant aux directeurs de programme, ainsi que des mesures visant à améliorer le système de délégation de pouvoirs, notamment par l'établissement systématique de rapports sur l'exercice des pouvoirs délégués;

h) Les mesures prises pour appliquer le cadre de gestion axée sur les résultats, notamment les mesures prises par le Secrétaire général pour renforcer le rôle moteur et l'engagement des hauts responsables en faveur de la création d'une culture des résultats à l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'une interprétation commune de la gestion axée sur les résultats et de ses incidences;

i) Le champ d'application, les paramètres et les échéances de mise en place d'un système d'information sur la gestion axée sur les résultats, notamment des informations détaillées sur la compatibilité de ce système avec les systèmes informatiques actuels et prévus;

j) Un projet de plan d'action détaillé pour la mise en œuvre du cadre de référence de la gestion globale des risques et du contrôle interne;

k) Un exposé de la manière dont les mesures visant à renforcer les mécanismes de responsabilisation du Secrétariat remédieront aux graves insuffisances constatées en matière de suivi interne, d'inspection et d'application du principe de responsabilité dans la gestion du programme « pétrole contre nourriture ».

Le rapport devrait être présenté à l'Assemblée générale pendant la première partie de la reprise de sa soixante-quatrième session, en 2010.

68. Au paragraphe 26 de son rapport (A/60/7), le Comité Consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait émis le vœu qu'à l'avenir les projets de budget-programme renseignent également sur l'utilité des dépenses que l'Organisation entend consacrer au suivi et à l'évaluation. Les directeurs de programme ont donc été priés de fournir des renseignements à ce sujet lors de l'élaboration du projet de budget pour l'exercice 2010-2011. Il ressort des données ainsi rassemblées que les avantages qui découlent des sommes investies dans les activités de suivi et d'évaluation sont nombreux et divers. Les directeurs de programme indiquent, notamment, que le suivi et l'évaluation sont utilisés aux fins suivantes : déterminer les besoins des clients et les améliorations à apporter et faire rapport aux organes intergouvernementaux; incorporer les meilleures pratiques dans les plans de travail annuels ou les intégrer dans des directives actualisées; évaluer les besoins en matière de gestion des connaissances et l'efficacité des processus internes; accroître les connaissances et les capacités du personnel; améliorer la teneur et la présentation des publications; améliorer la qualité des séminaires et ateliers; améliorer la qualité de la documentation, assurer une base plus solide aux débats et aux discussions de groupe et favoriser une participation plus large des organisations non gouvernementales; instaurer une coordination plus efficace entre unités administratives; faire en sorte que les clients soient plus satisfaits des services fournis; améliorer l'exécution et la gestion des programmes; renforcer la mobilisation des ressources, faire connaître les résultats positifs des évaluations et/ou de la mise en œuvre des améliorations recommandées, ce qui contribue souvent à accroître la confiance des donateurs et permet d'obtenir le maintien, voire l'augmentation, des financements extrabudgétaires; faire le point des progrès réalisés sur le plan de l'application des stratégies de prise en compte systématique du souci d'égalité entre les sexes; et mesurer l'efficacité des produits et activités d'information des Nations Unies.

Technologies de l'information

69. Les rapports les plus récents sur les technologies de l'information et des communications dont la liste suit ont été présentés à l'Assemblée générale à sa soixante-troisième session en décembre 2008 et à la reprise de sa soixante-troisième session en mars 2009 :

a) Investir dans l'informatique et la télématique : stratégie informatique et télématique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (A/62/793 et Corr.1 et Add.1);

b) Technologies de l'information et des communications : mise en place au Secrétariat de systèmes informatiques et télématiques intégrés à l'échelle mondiale (A/62/510/Rev.1);

c) Sécurité et continuité des opérations informatiques et télématiques et reprise après sinistre (A/62/477);

d) Informatique et télématique, continuité des opérations et reprise après sinistre : arrangements concernant le centre informatique secondaire du Siège (A/63/743).

70. Dans son rapport intitulé « Investir dans l'informatique et la télématique : stratégie informatique et télématique du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies », le Secrétaire général a défini une démarche globale et un cadre de gestion pour les programmes informatiques et l'infostructure du Secrétariat pour les trois à cinq ans à venir et a proposé également la création d'un Bureau des technologies de l'information et des communications. Dans sa résolution 63/262, l'Assemblée générale a décidé de créer le Bureau, qui constituerait une unité indépendante, ferait l'objet d'un chapitre distinct dans le budget et serait chapeauté par le Directeur général de l'informatique. Il est tenu compte de la création du Bureau dans le projet de budget pour l'exercice biennal 2010-2011, dans le cadre du chapitre 29 (Bureau des technologies de l'information et des communications).

71. Étant donné que le Bureau est chargé de superviser la gestion globale des technologies de l'information et des communications, un mécanisme d'examen des budgets consacrés à l'informatique a été mis en place pour le nouvel exercice. Le Bureau s'est penché à ce titre sur les différentes propositions, indépendamment de la source de financement, afin de déterminer la valeur ajoutée pour l'Organisation. Il est tenu compte de ses constatations dans le projet de budget du nouvel exercice.

72. Les dépenses prévues pour l'exercice biennal 2010-2011 au titre de l'informatique sont estimées à 301,5 millions de dollars, soit une augmentation de 11,4 millions de dollars (3,9 %) par rapport à l'exercice précédent. Ce montant doit permettre de financer les coûts et les projets actuellement prévus pour l'exercice biennal à venir. Toutefois, des rapports distincts seront établis concernant le futur progiciel de gestion intégré, la continuité des opérations et la reprise après sinistre, ainsi que la structure des services informatiques envisagée. Les dépenses prévues au titre de l'informatique sont récapitulées ci-après. Le coût de certains services informatiques fournis par le Bureau des technologies de l'information et des communications aux départements et bureaux dans le cadre des accords de prestation de services a augmenté pour le nouvel exercice. Un certain nombre de départements ont revu leurs dépenses informatiques à la hausse, tandis que d'autres ont modifié leurs prévisions afin de maintenir les moyens informatiques existants. On trouvera des renseignements détaillés sur la question dans les différents chapitres du budget.

Ressources allouées à l'informatique

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre	*Montant révisé des crédits ouverts en 2008-2009*	*Augmentation (réduction)*		*Montant des ressources prévues pour 2010-2011 (aux taux de 2008-2009)*
		Montant	*Pourcentage*	
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	1 865,7	(223,6)	(12,0)	1 642,1
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	24 277,7	(287,0)	(1,2)	23 990,7
3. Affaires politiques	25 532,2	(34,1)	(0,1)	25 498,1
4. Désarmement	647,3	0,8	0,1	648,1
5. Opérations de maintien de la paix	5 189,8	(320,5)	(6,2)	4 869,3
6. Utilisations pacifiques de l'espace	186,9	(14,9)	(8,0)	172,0
7. Cour internationale de Justice	1 768,1	977,8	55,3	2 745,9
8. Affaires juridiques	5 283,5	(1 023,7)	(19,4)	4 259,8
9. Affaires économiques et sociales	9 130,5	(9,0)	(0,1)	9 121,5
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	114,4	41,8	36,5	156,2
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	156,5	28,8	18,4	185,3
12. Commerce et développement	8 447,3	(15,3)	(0,2)	8 432,0
14. Environnement	331,4	(62,7)	(18,9)	268,7
15. Établissements humains	3,3	354,3	10 736,4	357,6
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	1 021,2	–	–	1 021,2
17. Développement économique et social en Afrique	10 176,3	(47,7)	(0,5)	10 128,6
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	4 952,5	(96,5)	(1,9)	4 856,0
19. Développement économique en Europe	4 429,1	(62,8)	(1,4)	4 366,3
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	4 994,2	(291,0)	(5,8)	4 703,2
21. Développement économique et social en Asie occidentale	5 424,2	(286,7)	(5,3)	5 137,5
23. Droits de l'homme	5 442,6	(300,1)	(5,5)	5 142,5
25. Réfugiés de Palestine	2 435,3	–	–	2 435,3
26. Aide humanitaire	3 053,6	(624,0)	(20,4)	2 429,6
27. Information	8 955,2	(93,8)	(1,0)	8 861,4
28. Services de gestion et d'appui	58 568,4	10 916,2	18,6	69 484,6
29. Bureau des technologies de l'information et des communications	73 329,1	(1 210,4)	(1,7)	72 118,7
30. Contrôle interne	1 157,8	303,8	26,2	1 461,6
31. Activités administratives financées en commun	657,6	41,6	6,3	699,2
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	20 688,3	3 743,7	18,1	24 432,0
34. Sûreté et sécurité	1 835,9	–	–	1 835,9
Total	**290 055,9**	**11 405,0**	**3,9**	**301 460,9**

73. Des changements notables sont apportés à plusieurs chapitres comme décrit dans les paragraphes 74 à 79.

74. L'augmentation de 977 800 dollars au chapitre 7 (Cour internationale de Justice) s'explique principalement par l'achat de matériel de bureautique et d'applications propres à l'ONU conçues pour aider la Cour à s'acquitter de tâches administratives, ainsi que par l'achat et le remplacement de matériel de bureautique dans le cadre de la rénovation de la grande salle de justice et de la salle de presse entreprise par le propriétaire, la Fondation Carnegie. Elle tient aussi à la création d'un poste d'agent des services généraux (Autres classes) qui serait réservé à un technicien en télécommunications chargé des aspects touchant l'infrastructure de télécommunications et de l'appui.

75. La diminution de 1 million de dollars au chapitre 8 (Affaires juridiques) est principalement imputable au non-renouvellement d'un crédit approuvé pendant l'exercice 2008-2009 aux fins de l'achat de logiciels sous licence, de services de traitement des données et d'éléments d'infrastructure, y compris des services de formation destinés à renforcer la capacité de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer.

76. Dans sa résolution 63/262, l'Assemblée générale a rappelé sa résolution 60/283, dans laquelle elle a décidé de remplacer le Système intégré de gestion par un progiciel de gestion intégré de la prochaine génération. Elle a également approuvé le dispositif de gouvernance proposé pour le progiciel et la formule de partage des coûts que le Secrétaire général a présentée ainsi que le montant de 20 millions de dollars des États-Unis pour la mise en service du progiciel, dont 5 110 000 dollars seraient imputés sur le budget ordinaire de l'exercice biennal 2008-2009, 7 050 000 dollars proviendraient du budget du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix pour l'exercice allant du 1er juillet 2008 au 30 juin 2009 et 7 840 000 dollars seraient financés au moyen des ressources extrabudgétaires de l'exercice biennal 2008-2009. Elle a également prié le Secrétaire général de lui soumettre un rapport d'ensemble sur le projet à sa soixante-quatrième session.

77. Un montant de 11 775 900 dollars est demandé au chapitre 28A du budget ordinaire pour le progiciel de gestion intégré, après application de la formule de partage des coûts décrite dans le rapport A/62/510/Rev.1 et adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 63/262. Il convient de noter toutefois que l'analyse des besoins des utilisateurs se poursuit et que l'information correspondante sera soumise à l'Assemblée à sa soixante-quatrième session, dans le cadre du rapport d'ensemble qu'elle a demandé. À ce stade, les premières prévisions budgétaires du projet pour l'exercice 2010-2011 pourraient totaliser quelque 186 millions de dollars (montant brut), le montant à inscrire au budget ordinaire étant fixé à 28 millions, soit 16,2 millions de plus que le montant actuellement prévu. Toutefois, tant que l'analyse et le rapport ne sont pas achevés, on ne dispose pas d'éléments précis concernant les coûts additionnels.

78. La diminution de 1,2 million de dollars au chapitre 29 (Bureau des technologies de l'information et des communications) s'explique principalement par une baisse des dépenses liées aux communications, notamment du fait de la fusion progressive des réseaux de données et des réseaux téléphoniques avec la mise en œuvre de la téléphonie par Internet et de la réduction correspondante des coûts de maintenance. Elle est en partie contrebalancée par une augmentation des prévisions de dépenses au titre des licences nécessaires à l'exploitation de deux logiciels propriétaires essentiels : le Système intégré de gestion et le Système général de contrôle d'identité.

79. L'augmentation de 3,7 millions de dollars au chapitre 33 (Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien) est principalement imputable aux services d'assistance et d'entretien du matériel électronique utilisé aux fins de la sécurité (contrôle des

accès, télévision en circuit fermé, stockage vidéo, alarmes incendie et systèmes de détection d'intrusions) et au remplacement des autocommutateurs privés à l'Office des Nations Unies à Nairobi et à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, ces systèmes étant obsolètes et ne bénéficiant plus d'un appui technique.

Ressources extrabudgétaires

80. Le montant des fonds extrabudgétaires prévus pour l'exercice biennal 2010-2011 est indiqué dans le tableau 8. En bref, ces fonds serviraient à financer un total de 12 271 postes dont la répartition par classe est indiquée dans le tableau ci-après. Ce chiffre est à comparer à celui de l'exercice biennal 2008-2009, qui était de 12 153. Il comprend les postes affectés aux services d'appui et aux activités de fond financés au moyen de fonds opérationnels dans les bureaux permanents des Nations Unies, ainsi que les postes financés au moyen du compte d'appui aux opérations de maintien de la paix. L'augmentation nette de 118 postes que fait apparaître le tableau ci-après, notamment aux classes P-3 à P-5 et dans la catégorie des agents des services généraux (Autres classes), s'explique principalement par une augmentation nette de 55 postes financés par des fonds extrabudgétaires au PNUE, fruit de l'ajout de 88 postes au Fonds pour l'environnement et d'une diminution de 38 postes dans les fonds d'affectation spéciale. L'augmentation du nombre de postes affectés au Fonds pour l'environnement, dont 50 postes d'agent local, tient principalement à l'ajout de 66 postes au titre du programme de travail et de 22 postes au titre de l'appui au programme fourni dans le cadre de la composante direction exécutive et administration. L'évolution à la hausse s'explique aussi par l'ajout de 47 postes au titre des opérations de maintien de la paix, en raison de l'essor que devraient connaître le Fonds d'affectation spéciale pour l'assistance à la lutte antimines et le compte d'appui aux opérations de maintien de la paix.

Catégorie	*2008-2009 (estimation)*	*2010-2011 (prévision)*	*Variation*
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur			
SSG	5	5	–
D-2	41	44	3
D-1	178	191	13
P-5	522	547	25
P-4/3	2 975	3 046	71
P-2/1	404	369	(35)
Total partiel	**4 125**	**4 202**	**77**
Agents des services généraux			
1re classe	292	298	6
Autres classes[a]	7 736	7 771	35
Total partiel	**8 028**	**8 069**	**41**
Total	**12 153**	**12 271**	**118**

[a] Dont les postes d'agent du Service de sécurité, d'agent de la catégorie des corps de métier, d'agent local, d'administrateur recruté sur le plan local et d'agent du Service mobile.

81. Au cours de l'exercice biennal, des fonds extrabudgétaires d'un montant estimatif de 9,4 milliards de dollars (soit une augmentation nette d'environ 781,5 millions de dollars) serviront à financer diverses activités d'appui, activités de fond et activités opérationnelles, notamment dans les

domaines du règlement des conflits, du rétablissement de la paix, de l'assistance électorale, de la lutte antimines, de l'action en faveur de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international, des services centraux d'appui et des activités décentralisées des centres régionaux pour le désarmement. La répartition des fonds par chapitre est indiquée au tableau 8.

82. Étant donné la nature des contributions volontaires, le volume des rentrées de fonds extrabudgétaires et le nombre de postes qui pourra être financé au cours de l'exercice biennal ne peuvent être déterminés avec précision. Les estimations relatives à l'exercice en cours tendent donc à être plus précises que les prévisions faites pour l'exercice suivant. Si l'on utilise ces chiffres pour analyser la tendance des fonds extrabudgétaires, il convient de ne tirer que des conclusions prudentes car il se peut que certaines variations peu importantes d'un exercice à l'autre tiennent tout simplement au fait que les données se rapportant à un exercice futur sont moins fiables que celles qui concernent l'exercice en cours. Pour l'exercice biennal 2010-2011, on prévoit une augmentation globale de 9 % (781,5 millions de dollars) résultant d'un certain nombre d'augmentations et de diminutions des fonds disponibles pour les opérations programmées dans divers domaines. L'augmentation s'explique en grande partie par les activités du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (282,2 millions de dollars) et de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (186,9 millions de dollars), principalement afin d'étayer des activités techniques et opérationnelles dans les domaines des droits de l'homme et des affaires humanitaires, en particulier la protection internationale, la recherche de solutions viables et l'aide aux réfugiés. Les prévisions relatives aux activités financées au moyen de fonds extrabudgétaires sont aussi en augmentation au Département des opérations de maintien de la paix et au Département de l'appui aux missions (115 millions de dollars), ces augmentations étant dans une large mesure imputables aux montants à prévoir au titre de l'appui et des services techniques aux opérations de maintien de la paix élargies. Les fonds extrabudgétaires dont dispose le PNUE sont en augmentation de 124,1 millions de dollars, l'essentiel de ce montant devant servir à financer des activités opérationnelles du programme de travail, y compris les nouveaux postes mentionnés au paragraphe 80.

Tableaux

Tableau 1

Budget ordinaire

(En milliers de dollars des États-Unis)

			Augmentation (diminution)	
	2008-2009	*2010-2011*	*Montant*	*Pourcentage*
Budget ordinaire				
Dépenses	4 865 080,2	5 059 250,1	194 169,9	4,0
Recettes générales	39 730,9	31 581,7	(8 149,2)	(20,5)
Total partiel	**4 825 349,3**	**5 027 668,4**	**202 319,1**	**4,2**
Recettes provenant des contributions du personnel	515 545,5	531 814,9	16 269,4	3,2
Budget ordinaire, montant net	4 309 803,8	4 495 853,5	186 049,7	4,3
Fonds extrabudgétaires				
Activités d'appui	831 743,0	1 047 585,8	215 842,8	26,0
Activités de fond	1 560 211,9	1 610 439,5	50 227,6	3,2
Activités opérationnelles	6 268 537,4	6 783 920,9	515 383,5	8,2
Total, fonds extrabudgétaires	**8 660 492,3**	**9 441 946,2**	**781 453,9**	**9,0**
Budget total, montant net	**12 970 296,1**	**13 937 799,7**	**967 503,6**	**7,5**

Tableau 2

Postes par source de financement

			Augmentation (diminution)	
	2008-2009	*2010-2011*	*Montant*	*Pourcentage*
Budget ordinaire				
Dépenses	10 085	10 061	(24)	(0,2)
Recettes	97	89	(8)	(8,2)
Total partiel	**10 182**	**10 150**	**(32)**	**(0,3)**
Fonds extrabudgétaires				
Activités d'appui	5 771	5 693	(78)	(1,4)
Activités de fond	2 244	2 307	63	2,8
Activités opérationnelles	4 138	4 271	133	3,2
Total partiel	**12 153**	**12 271**	**118**	**1,0**
Total	**22 335**	**22 421**	**86**	**0,4**

Tableau 3

État récapitulatif du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2010-2011

(En milliers de dollars des États-Unis)

	2006-2007 (dépenses effectives)[a]	*2008-2009 (crédits ouverts)*[b]	*Augmentation (diminution)*		*Total avant actualisation des coûts*	*Actualisation des coûts*	*2010-2011 (montant estimatif)*
			Montant	*Pourcentage*			
Titre I							
Politique, direction et coordination d'ensemble	659 008,0	757 814,8	10 070,6	1,3	767 885,4	26 707,7	794 593,1
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	77 303,0	95 553,7	3 268,4	3,4	98 822,1	4 599,1	103 421,2
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	581 705,0	662 261,1	6 802,2	1,0	669 063,3	22 108,6	691 171,9
Titre II							
Affaires politiques	826 276,4	1 098 473,2	(33 107,6)	(3,0)	1 065 365,6	11 001,1	1 076 366,7
3. Affaires politiques	709 126,0	962 582,7	(24 608,4)	(2,6)	937 974,3	5 273,6	943 247,9
4. Désarmement	19 854,1	22 459,7	176,4	0,8	22 636,1	1 051,5	23 687,6
5. Opérations de maintien de la paix	90 904,7	105 788,5	(9 104,3)	(8,6)	96 684,2	4 573,0	101 257,2
6. Utilisations pacifiques de l'espace	6 391,6	7 642,3	428,7	5,6	8 071,0	103,0	8 174,0
Titre III							
Justice internationale et droit international	81 065,1	92 835,9	2 107,4	2,3	94 943,3	1 623,2	96 566,5
7. Cour internationale de Justice	38 248,1	45 127,7	3 626,4	8,0	48 754,1	(513,8)	48 240,3
8. Affaires juridiques	42 817,0	47 708,2	(1 519,0)	(3,2)	46 189,2	2 137,0	48 326,2
Titre IV							
Coopération internationale pour le développement	371 839,3	420 011,0	9 974,9	2,4	429 985,9	13 174,2	443 160,1
9. Affaires économiques et sociales	151 414,6	165 534,4	2 909,9	1,8	168 444,3	8 838,9	177 283,2
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	4 734,0	5 862,9	1 723,3	29,4	7 586,2	401,2	7 987,4
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	8 640,0	12 208,1	905,2	7,4	13 113,3	880,2	13 993,5
12. Commerce et développement	112 726,4	133 094,6	3 319,7	2,5	136 414,3	2 078,4	138 492,7
13. Centre du commerce international CNUCED/OMC	27 533,0	30 873,7	157,0	0,5	31 030,7	–	31 030,7
14. Environnement	13 165,4	14 059,8	103,5	0,7	14 163,3	179,6	14 342,9
15. Établissements humains	19 564,9	20 801,6	173,4	0,8	20 975,0	337,8	21 312,8
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	34 061,0	37 575,9	682,9	1,8	38 258,8	458,1	38 716,9
Titre V							
Coopération régionale pour le développement	436 609,9	508 494,7	10 921,6	2,1	519 416,3	43 711,1	563 127,4
17. Développement économique et social en Afrique	100 194,6	128 642,1	3 140,9	2,4	131 783,0	24 546,3	156 329,3

	2006-2007 (dépenses effectives)[a]	*2008-2009 (crédits ouverts)*[b]	*Augmentation (diminution)*		*Total avant actualisation des coûts*	*Actualisation des coûts*	*2010-2011 (montant estimatif)*
			Montant	*Pourcentage*			
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	79 907,0	92 415,8	2 210,0	2,4	94 625,8	4 045,3	98 671,1
19. Développement économique en Europe	57 372,0	64 726,3	1 123,3	1,7	65 849,6	1 008,4	66 858,0
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	94 905,4	103 159,3	3 282,9	3,2	106 442,2	2 507,4	108 949,6
21. Développement économique et social en Asie occidentale	58 318,3	64 718,7	1 164,5	1,8	65 883,2	5 936,8	71 820,0
22. Programme ordinaire de coopération technique	45 912,6	54 832,5	–	–	54 832,5	5 666,9	60 499,4
Titre VI							
Droits de l'homme et affaires humanitaires	211 910,4	282 290,6	14 643,9	5,2	296 934,5	6 101,6	303 036,1
23. Droits de l'homme	77 958,6	127 353,2	11 808,3	9,3	139 161,5	3 044,9	142 206,4
24. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance	68 501,6	80 005,5	999,8	1,2	81 005,3	224,7	81 230,0
25. Réfugiés de Palestine	38 772,6	45 070,1	1 779,8	3,9	46 849,9	1 780,0	48 629,9
26. Aide humanitaire	26 677,6	29 861,8	56,0	0,2	29 917,8	1 052,0	30 969,8
Titre VII							
Information	171 325,6	189 374,6	(2 058,2)	(1,1)	187 316,4	9 155,2	196 471,6
27. Information	171 325,6	189 374,6	(2 058,2)	(1,1)	187 316,4	9 155,2	196 471,6
Titre VIII							
Services communs d'appui	530 374,3	565 758,4	8 843,7	1,6	574 602,1	20 018,1	594 620,2
28. Gestion et services centraux d'appui	530 374,3	492 429,3	10 054,1	2,0	502 483,4	16 375,0	518 858,4
A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	20 914,2	15 100,6	11 272,8	74,7	26 373,4	765,2	27 138,6
B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	30 420,3	40 645,7	(1 541,6)	(3,8)	39 104,1	2 037,7	41 141,8
C. Bureau de la gestion des ressources humaines	69 054,6	73 048,7	(107,7)	(0,1)	72 941,0	3 707,1	76 648,1
D. Bureau de services centraux d'appui	244 599,0	175 088,5	(1 594,6)	(0,9)	173 493,9	8 500,6	181 994,5
E. Administration (Genève)	106 092,5	121 776,5	(152,1)	(0,1)	121 624,4	779,5	122 403,9
F. Administration (Vienne)	36 226,8	39 419,6	475,7	1,2	39 895,3	(369,5)	39 525,8
G. Administration (Nairobi)	23 066,9	27 349,7	1 701,6	6,2	29 051,3	954,4	30 005,7
29. Bureau des technologies de l'information et des communications	–	73 329,1	(1 210,4)	(1,7)	72 118,7	3 643,1	75 761,8
Titre IX							
Contrôle interne	29 620,6	37 482,7	2 769,6	7,4	40 252,3	1 790,3	42 042,6
30. Contrôle interne	29 620,6	37 482,7	2 769,6	7,4	40 252,3	1 790,3	42 042,6

	2006-2007 (dépenses effectives)[a]	*2008-2009 (crédits ouverts)*[b]	*Augmentation (diminution)*		*Total avant actualisation des coûts*	*Actualisation des coûts*	*2010-2011 (montant estimatif)*
			Montant	*Pourcentage*			
Titre X							
Activités administratives financées en commun et dépenses spéciales	102 825,5	112 828,1	3 339,0	3,0	116 167,1	11 921,9	128 089,0
31. Activités administratives financées en commun	9 174,7	12 455,4	(451,0)	(3,6)	12 004,4	470,5	12 474,9
32. Dépenses spéciales	93 650,8	100 372,7	3 790,0	3,8	104 162,7	11 451,4	115 614,1
Titre XI							
Dépenses d'équipement	98 122,9	62 199,4	(7 197,5)	(11,6)	55 001,9	3 186,2	58 188,1
33. Travaux de construction, transformation et amélioration des locaux et gros travaux d'entretien	98 122,9	62 199,4	(7 197,5)	(11,6)	55 001,9	3 186,2	58 188,1
Titre XII							
Sûreté et sécurité	169 685,9	207 925,9	203,9	0,1	208 129,8	8 638,9	216 768,7
34. Sûreté et sécurité	169 685,9	207 925,9	203,9	0,1	208 129,8	8 638,9	216 768,7
Titre XIII							
Compte pour le développement	21 551,9	18 651,3	–	–	18 651,3	–	18 651,3
35. Compte pour le développement	21 551,9	18 651,3	–	–	18 651,3	–	18 651,3
Titre XIV							
Contributions du personnel	436 061,8	510 939,6	1 885,4	0,4	518 825,0	14 743,7	527 568,7
36. Contributions du personnel	436 061,8	510 939,6	1 885,4	0,4	518 825,0	14 743,7	527 568,7
Total, budget ordinaire	**4 146 277,6**	**4 865 080,2**	**22 396,7**	**0,5**	**4 887 476,9**	**171 773,2**	**5 059 250,1**

[a] Le Bureau des technologies de l'information et des communications a été créé le 1er janvier 2009 par la résolution 63/262 de l'Assemblée générale. Pour l'exercice 2006-2007, les dépenses correspondant aux activités désormais confiées au Bureau ont été comptabilisées au chapitre 28D (Bureau des services centraux d'appui).

[b] Ajustés à des fins techniques et de présentation pour tenir compte des incidences budgétaires des dispositions prises par l'Assemblée générale quant à l'administration de la justice et de celles de la résolution 63/262 de l'Assemblée concernant la création du Bureau des technologies de l'information et des communications.

Tableau 4

Prévisions de dépenses, par objet de dépense

(En milliers de dollars des États-Unis)

Objet de dépense	*2006-2007 (dépenses effectives)*	*2008-2009 (crédits ouverts)*	*Augmentation (diminution)*		*Total avant actualisation des coûts*	*Actualisation des coûts*	*2010-2011 (montant estimatif)*
			Montant	*Pourcentage*			
Postes	2 004 395,0	2 286 471,8	66 805,9	2,9	2 353 277,7	98 715,0	2 451 992,7
Autres dépenses de personnel	563 743,6	701 542,7	6 572,2	0,9	708 114,9	16 743,8	724 858,7
Émoluments de non-fonctionnaires	13 039,6	15 629,1	2 359,5	15,1	17 988,6	205,1	18 193,7
Consultants et experts	43 958,5	56 784,5	(4 185,8)	(7,4)	52 598,7	2 443,0	55 041,7
Voyages de représentants	25 530,5	32 880,7	1 137,9	3,5	34 018,6	1 652,7	35 671,3
Voyages de fonctionnaires	62 073,4	66 009,6	(2 291,7)	(3,5)	63 717,9	1 764,6	65 482,5
Services contractuels	154 169,0	195 639,9	(7 416,8)	(3,8)	188 223,1	7 290,2	195 513,3
Frais généraux de fonctionnement	348 104,1	396 677,5	(32 547,8)	(8,2)	364 129,7	12 192,5	376 322,2
Dépenses de représentation	1 115,7	1 417,6	(44,5)	(3,1)	1 373,1	59,2	1 432,3
Fournitures et accessoires	43 097,0	60 009,7	(6 456,3)	(10,8)	53 553,4	2 319,3	55 872,7
Mobilier et matériel	114 645,5	125 316,8	(8 752,5)	(7,0)	116 564,3	3 249,0	119 813,3
Amélioration des locaux	103 061,3	78 157,3	(7 845,7)	(10,0)	70 311,6	3 186,0	73 497,6
Subventions et contributions	187 369,8	282 770,9	13 176,9	4,7	295 947,8	1 542,2	297 490,0
Autres dépenses	481 974,6	565 772,1	1 885,4	0,3	567 657,5	20 410,6	588 068,1
Total	**4 146 277,6**	**4 865 080,2**	**22 396,7**	**0,5**	**4 887 476,9**	**171 773,2**	**5 059 250,1**

Tableau 5

Budget ordinaire : postes permanents et temporaires approuvés pour l'exercice biennal 2008-2009 et proposés pour l'exercice biennal 2010-2011 au titre du budget ordinaire

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur									*Services généraux et catégories apparentées*								
Chapitre du budget	*VSG/ SGA*	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total partiel**	*1re classe*	*Autres classes*	*Service de sécurité*	*Agents locaux*	*Service mobile*	*Administrateurs recrutés sur le plan national*	*Corps de métier*	**Total partiel**	**Total**
1. Politique, direction et coordination d'ensemble																		
2008-2009	4	2	9	12	34	20	24	6	**111**	12	78	–	8	–	–	–	**98**	**209**
Créations	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	1	–	–	–	–	–	**1**	**1**
Reclassements	–	–	–	1	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	(1)	–	–	–	–	–	**(1)**	**(1)**
Suppressions	–	–	–	–	–	–	(1)	–	**(1)**	(1)	(1)	–	–	–	–	–	**(2)**	**(3)**
Conversion de postes de personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	–	–	–	–	3	–	–	**3**	–	1	–	–	–	–	–	**1**	**4**
2010-2011	**4**	**2**	**9**	**13**	**33**	**23**	**23**	**6**	**113**	**11**	**78**	**–**	**8**	**–**	**–**	**–**	**97**	**210**
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences																		
2008-2009	1	1	5	21	179	394	373	33	**1 007**	85	748	–	15	–	–	76	**924**	**1 931**
Créations	–	–	–	–	–	4	6	1	**11**	–	–	–	–	–	–	–	–	**11**
Reclassements	–	–	–	–	3	(3)	–	–	**–**	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(9)	–	–	–	–	–	**(9)**	**(9)**
2010-2011	**1**	**1**	**5**	**21**	**182**	**395**	**379**	**34**	**1 018**	**85**	**739**	**–**	**15**	**–**	**–**	**76**	**915**	**1 933**
3. Affaires politiques																		
2008-2009	2	3	10	16	44	57	49	25	**206**	7	103	6	22	4	2	–	**144**	**350**
Créations	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	2	–	–	**2**	**2**
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	(1)	(1)	–	–	–	–	–	**(2)**	**(2)**

Chapitre du budget	*Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur*									*Services généraux et catégories apparentées*								
	VSG/ SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total partiel**	*1re classe*	*Autres classes*	*Service de sécurité*	*Agents locaux*	*Service mobile*	*Administrateurs recrutés sur le plan national*	*Corps de métier*	**Total partiel**	**Total**
Conversion de postes de personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	–	–	–	2	2	1	–	**5**	–	1	–	–		–	–	**1**	**6**
2010-2011	**2**	**3**	**10**	**16**	**46**	**59**	**50**	**25**	**211**	**6**	**103**	**6**	**22**	**6**	**2**	**–**	**145**	**356**
4. Désarmement																		
2008-2009	1	–	2	3	13	9	5	4	**37**	4	15	–	2	–	–	–	**21**	**58**
Créations	–	–	–	–	–	–	2	–	2	–	–	–	2	–	–	–	**2**	**4**
2010-2011	**1**	**–**	**2**	**3**	**13**	**9**	**7**	**4**	**39**	**4**	**15**	**–**	**4**	**–**	**–**	**–**	**23**	**62**
5. Opérations de maintien de la paix																		
2008-2009	2	5	6	7	8	5	7	9	**49**	1	22	–	189	132	–	–	**344**	**393**
Créations	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	5	3	–	–	**8**	**8**
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	(2)	–	(17)	(28)	–	–	**(48)**	**(48)**
2010-2011	**2**	**5**	**6**	**7**	**8**	**5**	**7**	**9**	**49**	**–**	**20**	**–**	**177**	**107**	**–**	**–**	**304**	**353**
6. Utilisations pacifiques de l’espace																		
2008-2009	–	–	1	1	2	8	4	3	19	–	5	–	–	–	–	–	**5**	**24**
2010-2011	**–**	**–**	**1**	**1**	**2**	**8**	**4**	**3**	**19**	**–**	**5**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**5**	**24**
7. Cour internationale de Justice																		
2008-2009	–	1	1	1	4	14	17	13	**51**	6	48	–	–	–	–	–	**54**	**105**
Créations	–	–	–	–	–	–	1	6	**7**	–	1	–	–	–	–	–	**1**	**8**
Reclassements	–	–	–	–	1	(1)	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**–**
2010-2011	**–**	**1**	**1**	**1**	**5**	**13**	**18**	**19**	**58**	**6**	**49**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**55**	**113**
8. Affaires juridiques																		
2008-2009	1	1	4	7	18	19	20	14	**84**	11	48	–	–	–	–	–	**59**	**143**
Créations	–	–	–	–	1	–	1	–	**2**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**2**

Chapitre du budget	*Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur*									*Services généraux et catégories apparentées*								
	VSG/ SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total partiel**	*1re classe*	*Autres classes*	*Service de sécurité*	*Agents locaux*	*Service mobile*	*Administrateurs recrutés sur le plan national*	*Corps de métier*	**Total partiel**	**Total**
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	–	–	–	–	–	**(1)**	**(1)**
2010-2011	**1**	**1**	**4**	**7**	**19**	**19**	**21**	**14**	**86**	**11**	**47**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**58**	**144**
9. Affaires économiques et sociales																		
2008-2009	1	3	10	34	69	95	69	48	**329**	33	188	–	–	–	–	–	**221**	**550**
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	(5)	–	–	–	–	–	**(5)**	**(5)**
2010-2011	**1**	**3**	**10**	**34**	**69**	**95**	**69**	**48**	**329**	**33**	**183**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**216**	**545**
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement																		
2008-2009	1	–	1	1	3	5	2	1	**14**	–	4	–	–	–	–	–	**4**	**18**
2010-2011	**1**	**–**	**1**	**1**	**3**	**5**	**2**	**1**	**14**	**–**		**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**4**	**18**
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique																		
2008-2009	1	**–**	1	2	4	7	10	**–**	**25**	1	8	**–**	1	**–**	**–**	–	**10**	**35**
2010-2011	**1**	**–**	**1**	**2**	**4**	**7**	**10**	**–**	**25**	**1**	**8**	**–**	**1**	**–**	**–**	**–**	**10**	**35**
12. Commerce et développement																		
2008-2009	1	1	6	20	48	61	74	32	**243**	12	14	–	–	–	–	–	**160**	**403**
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	(3)	–	–	–	–	–	**(3)**	**(3)**
2010-2011	**1**	**1**	**6**	**20**	**48**	**61**	**74**	**32**	**243**	**12**	**14**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**157**	**400**
14. Environnement																		
2008-2009	1	–	3	1	8	10	5	2	**30**	1	5	–	11	–	–	–	**17**	**47**
Créations	–	–	–	–	–	1	–	–	**1**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**1**
2010-2011	**1**	**–**	**3**	**1**	**8**	**11**	**5**	**2**	**31**	**1**	**5**	**–**	**11**	**–**	**–**	**–**	**17**	**48**
15. Établissements humains																		
2008-2009	1	–	1	4	8	17	13	5	**49**	–	2	–	23	–	–	–	**25**	**74**
Créations	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**1**

Chapitre du budget	*Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur*									*Services généraux et catégories apparentées*								
	VSG/ SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total partiel**	*1re classe*	*Autres classes*	*Service de sécurité*	*Agents locaux*	*Service mobile*	*Administrateurs recrutés sur le plan national*	*Corps de métier*	**Total partiel**	**Total**
Reclassements	–	–	–	–	1	(1)	–	–	**–**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**–**
2010-2011	**1**	**–**	**1**	**4**	**9**	**16**	**14**	**5**	**50**	**–**	**2**	**–**	**23**	**–**	**–**	**–**	**25**	**75**
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale																		
2008-2009	1	–	2	4	12	26	23	11	**79**	3	29	–	–	–	–	–	**32**	**111**
Créations	–	–	–	–	1	–	1	–	**2**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**2**
2010-2011	**1**	**–**	**2**	**4**	**13**	**26**	**24**	**11**	**81**	**3**	**29**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**32**	**113**
17. Développement économique et social en Afrique																		
2008-2009	1	–	1	16	43	72	76	29	**238**	–	2	–	304	2	13	–	**321**	**559**
2010-2011	**1**	**–**	**1**	**16**	**43**	**72**	**76**	**29**	**238**	**–**	**2**	**–**	**304**	**2**	**13**	**–**	**321**	**559**
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique																		
2008-2009	1	–	1	13	36	57	50	35	**193**	–	–	–	244	–	3	–	**247**	**440**
2010-2011	**1**	**–**	**1**	**13**	**36**	**57**	**50**	**35**	**193**	**–**	**–**	**–**	**244**	**–**	**3**	**–**	**247**	**440**
19. Développement économique en Europe																		
2008-2009	1	–	1	9	23	34	35	21	**124**	6	69	–	–	–	–	–	**75**	**199**
Créations	–	–	–	–	–	–	1	–	**1**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**1**
2010-2011	**1**	**–**	**1**	**9**	**23**	**34**	**36**	**21**	**125**	**6**	**69**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**75**	**200**
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes																		
2008-2009	1	–	1	14	29	63	59	49	**216**	–	4	–	274	–	2	–	**280**	**496**
2010-2011	**1**	**–**	**1**	**14**	**29**	**63**	**59**	**49**	**216**	**–**	**4**	**–**	**274**	**–**	**2**	**–**	**280**	**496**
21. Développement économique et social en Asie occidentale																		
2008-2009	1	–	1	7	24	35	29	18	**115**	–	–	–	144	1	1	–	**146**	**261**
Créations	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	–	1	–	**1**	**1**
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	(1)	–	–	–	**(1)**	**(1)**
2010-2011	**1**	**–**	**1**	**7**	**24**	**35**	**29**	**18**	**115**	**-**	**–**	**-**	**143**	**1**	**2**	**–**	**146**	**261**

Chapitre du budget	*Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur*									*Services généraux et catégories apparentées*								
	VSG/ SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total partiel**	*1re classe*	*Autres classes*	*Service de sécurité*	*Agents locaux*	*Service mobile*	*Adminis-trateurs recrutés sur le plan national*	*Corps de métier*	**Total partiel**	**Total**
23. Droits de l'homme																		
2008-2009	1	1	4	9	42	89	86	20	**252**	4	77	-	4	-	1	-	**86**	**338**
Créations	–	–	–	–	–	–	2	–	**2**	–	–	–	–	–	–	–	–	**2**
Reclassements	–	1	(1)	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	–	–	–	–	**0**
2010-2011	**1**	**2**	**0**	**9**	**42**	**89**	**88**	**20**	**254**	**4**	**77**	**-**	**4**	**-**	**1**	**-**	**86**	**340**
24. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance																		
2008-2009	1	1	–	–	–	–	–	–	**2**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**2**
2010-2011	**1**	**1**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**2**
25. Réfugiés de Palestine																		
2008-2009	1	1	3	12	20	47	22	2	**108**	–	11	–	–	–	–	–	**11**	**119**
Créations	–	–	–	–	–	3	–	–	**3**	–	–	–	–	–	–	–	–	**3**
2010-2011	**1**	**1**	**3**	**12**	**20**	**50**	**22**	**2**	**111**	**–**	**11**	–	–	–	–	–	**11**	**122**
26. Aide humanitaire																		
2008-2009	1	1	3	3	10	15	14	5	**52**	2	15	–	–	–	–	–	**17**	**69**
Créations	–	–	–	–	–	1	–	-	**1**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**1**
2010-2011	**1**	**1**	**3**	**3**	**10**	**16**	**14**	**5**	**53**	**2**	**15**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**17**	**70**
27. Information																		
2008-2009	1	-	4	20	37	75	88	60	**285**	9	231	–	179	–	44	–	**463**	**748**
Suppressions	–	–	–	–	(1)	–	(1)	–	**(2)**	–	(5)	–	(9)	–	–	–	**(14)**	**(16)**
2010-2011	**1**	**–**	**4**	**20**	**36**	**75**	**87**	**60**	**283**	**9**	**226**	**–**	**170**	**–**	**44**	**–**	**449**	**732**
28. Services de gestion et d'appui																		
2008-2009	1	3	13	25	59	95	82	53	**331**	56	640	–	83	–	1	99	**879**	**1 210**
Créations	–	–	–	–	1	–	2	4	**7**	–	2	–	–	–	1	–	**3**	**10**
Reclassements	–	–	–	–	4	(3)	(1)	–	**–**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**–**

Chapitre du budget	*Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur*									*Services généraux et catégories apparentées*								
	VSG/ SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total partiel**	*1re classe*	*Autres classes*	*Service de sécurité*	*Agents locaux*	*Service mobile*	*Administrateurs recrutés sur le plan national*	*Corps de métier*	**Total partiel**	**Total**
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**–**
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	(2)	(3)	–	(2)	–	–	(6)	**(13)**	**(13)**
2010-2011	**1**	**3**	**13**	**25**	**64**	**92**	**83**	**57**	**338**	**54**	**639**	**–**	**81**	**–**	**2**	**93**	**869**	**1 207**
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion																		
2008-2009	1	–	2	4	9	5	2	1	**24**	4	23	–	–	–	–	–	**27**	**51**
Créations	–	–	–	–	–	–	–	1	**1**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**1**
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	(1)	–	–	–	–	–	**(1)**	**(1)**
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	(1)	–	–	–	–	–	–	**(1)**	**(1)**
2010-2011	**1**	**–**	**2**	**4**	**9**	**5**	**2**	**2**	**25**	**3**	**22**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**25**	**50**
28B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité																		
2008-2009	–	1	3	8	10	19	17	9	**67**	8	66	–	–	–	–	–	**74**	**141**
2010-2011	**–**	**1**	**3**	**8**	**10**	**19**	**17**	**9**	**67**	**8**	**66**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**74**	**141**
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines																		
2008-2009	–	1	3	5	17	23	19	12	**80**	12	84	–	–	–	–	–	**96**	**176**
Créations	–	–	–	–	–	–	–	2	**2**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**2**
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	(1)	–	–	–	–	–	–	**(1)**	**(1)**
2010-2011	**–**	**1**	**3**	**5**	**17**	**23**	**19**	**14**	**82**	**11**	**84**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**95**	**177**
28D. Bureau des services centraux d'appui																		
2008-2009	–	1	2	3	7	12	10	7	**42**	8	172	–	–	–	–	99	**279**	**321**
Créations	–	–	–	–	1	–	–	1	**2**	–	2	–	–	–	–	–	**2**	**4**
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	–	–	(6)	**(6)**	**(6)**
2010-2011	**–**	**1**	**2**	**3**	**8**	**12**	**10**	**8**	**44**	**8**	**174**	**–**	**–**	**–**	**–**	**93**	**275**	**319**

Chapitre du budget		*Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur*									*Services généraux et catégories apparentées*								
		VSG/ SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total partiel**	*1re classe*	*Autres classes*	*Service de sécurité*	*Agents locaux*	*Service mobile*	*Administrateurs recrutés sur le plan national*	*Corps de métier*	**Total partiel**	**Total**
28E.	**Administration (Genève)**																		
	2008-2009	–	–	1	3	8	14	11	12	**49**	18	232	–	–	–	–	–	**250**	**299**
	Créations	–	–	–	–	–	–	2	–	**2**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**2**
	Reclassements	–	–	–	–	–	1	(1)	–	**–**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**–**
	Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	(3)	–	–	–	–	–	**(3)**	**(3)**
	2010-2011	**–**	**–**	**1**	**3**	**8**	**15**	**12**	**12**	**51**	**18**	**229**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**247**	**298**
28F.	**Administration (Vienne)**																		
	2008-2009	–	–	1	1	4	6	6	3	**21**	6	63	–	–	–	–	–	**69**	**90**
	Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	1	–	–	–	–	–	**1**	**1**
	2010-2011	**–**	**–**	**1**	**1**	**4**	**6**	**6**	**3**	**21**	**6**	**64**	**–**	**–**	**–**	**–**	**–**	**70**	**91**
28G.	**Administration (Nairobi)**																		
	2008-2009	–	–	1	1	4	16	17	9	**48**	–	–	–	83	–	1	–	**84**	**132**
	Créations	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	–	1	–	**1**	**1**
	Reclassements	–	–	–	–	4	(4)	–	–	**–**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**–**
	Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	(2)	–	–	–	**(2)**	**(2)**
	2010-2011	**–**	**–**	**1**	**1**	**8**	**12**	**17**	**9**	**48**	**–**	**–**	**–**	**81**	**–**	**2**	**–**	**83**	**131**
29.	**Bureau des technologies de l’information et des communications**																		
	2008-2009	–	1	1	4	13	21	30	7	**77**	11	47	–	–	–	–	1	**59**	**136**
	Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	1	–	–	–	–	–	**1**	**1**
	2010-2011	**–**	**1**	**1**	**4**	**13**	**21**	**30**	**7**	**77**	**11**	**48**	**–**	**–**	**–**	**–**	**1**	**60**	**137**
30.	**Contrôle interne**																		
	2008-2009	1	–	2	5	13	29	20	11	**81**	9	23	–	1	–	–	–	**33**	**114**
	Conversion de postes de personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	–	1	–	–	–	3	4	**8**	–	1	–	–	–	–	–	**1**	**9**

Chapitre du budget	*Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur*									*Services généraux et catégories apparentées*								
	VSG/ SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total partiel**	*1re classe*	*Autres classes*	*Service de sécurité*	*Agents locaux*	*Service mobile*	*Administrateurs recrutés sur le plan national*	*Corps de métier*	**Total partiel**	**Total**
2010-2011	**1**	**–**	**3**	**5**	**13**	**29**	**23**	**15**	**89**	**9**	**24**	**–**	**1**	**–**	**–**	**–**	**34**	**123**
34. Sûreté et sécurité																		
2008-2009	1	–	2	2	9	17	19	6	**56**	8	172	300	407	–	–	–	**887**	**943**
2010-2011	**1**	**–**	**2**	**2**	**9**	**17**	**19**	**6**	**56**	**8**	**172**	**300**	**407**	**–**	**–**	**–**	**887**	**943**
Total, budget ordinaire																		
2008-2009	**31**	**25**	**99**	**273**	**812**	**1 396**	**1 305**	**522**	**4 463**	**281**	**2 742**	**306**	**1 911**	**139**	**67**	**176**	**5 622**	**10 085**
Créations	–	**–**	–	–	3	9	17	11	**40**	–	4	–	7	5	2	–	**18**	**58**
Reclassements		**1**	(1)	1	8	(8)	(1)	–	**–**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**–**
Transferts	–	**–**	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**–**
Suppressions	–	**–**	–	–	(1)	–	(2)	–	**(3)**	(5)	(30)	–	(29)	(28)	–	(6)	**(98)**	**(101)**
Conversion de postes de personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	**–**	1	–	2	5	4	4	**16**	–	3	–	–	–	–	–	**3**	**19**
2010-2011	**31**	**26**	**99**	**274**	**824**	**1 402**	**1 323**	**537**	**4 516**	**276**	**2 719**	**306**	**1 889**	**116**	**69**	**170**	**5 545**	**10 061**
Chapitre 3 des recettes. Services destinés au public																		
2008-2009	**–**	**–**	**–**	**–**	**2**	**6**	**4**	**3**	**15**	**10**	**70**	**2**	**–**	**–**	**–**	**–**	**82**	**97**
Suppressions	–	–	–	–	–	–	–	–	–	(1)	(7)	–	–	–	–	–	**(8)**	**(8)**
2010-2011	**–**	**–**	**–**	**–**	**2**	**6**	**4**	**3**	**15**	**9**	**63**	**2**	**–**	**–**	**–**	**–**	**74**	**89**
Total, budget ordinaire et chapitre 3 des recettes																		
2008-2009	**31**	**25**	**99**	**273**	**814**	**1 402**	**1 309**	**525**	**4 478**	**291**	**2 812**	**308**	**1 911**	**139**	**67**	**176**	**5 704**	**10 182**
Créations	–	–	–	–	3	9	17	11	**4**	–	4	–	7	5	2	–	**18**	**58**
Reclassements	–	1	(1)	1	8	(8)	(1)	–	**–**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**–**

Chapitre du budget	*Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur*									*Services généraux et catégories apparentées*									
	VSG/ SGA	*SSG*	*D-2*	*D-1*	*P-5*	*P-4*	*P-3*	*P-2/1*	**Total partiel**	*1re classe*	*Autres classes*	*Service de sécurité*	*Agents locaux*	*Service mobile*	*Adminis-trateurs recrutés sur le plan national*	*Corps de métier*	**Total partiel**	**Total**
Transferts	–	–	–	–	–	–	–	–	**–**	–	–	–	–	–	–	–	**–**	**–**
Suppressions	–	–	–	–	(1)	–	(2)	–	**(3)**	(6)	(37)	–	(29)	(28)	–	(6)	**(106)**	**(109)**
Conversion de postes de personnel temporaire (autre que pour les réunions)	–	–	1	–	2	5	4	4	**16**	–	3	–	–	–	–	–	**3**	**19**
2010-2011	**31**	**26**	**99**	**274**	**826**	**1 408**	**1 327**	**540**	**4 531**	**285**	**2 782**	**308**	**1 889**	**116**	**69**	**170**	**5 619**	**10 150**

Tableau 6

Taux de change de diverses monnaies vis-à-vis du dollar des États-Unis et taux annuel d'inflation de 2008 à 2011, pour les principaux lieux d'affectation

	Taux de change				*Taux d'inflation annuel moyen (pourcentage)*			
Lieu d'affectation (monnaie)	*2008*[a]	*2009*[a]	*2010*	*2011*	*2008*[a]	*2009*[a]	*2010*	*2011*
Vienne (euro)	0,677	0,773	0,773	0,773	3,7	2,7	2,7	2,7
Santiago (peso chilien)	508,750	655,000	655,000	655,000	8,8	6,4	6,4	6,4
Addis-Abeba (birr)	9,528	9,710	9,710	9,710	41,0	15,0	15,0	15,0
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan (Inde) (roupie)	43,081	49,960	49,960	49,960	7,9	7,1	7,1	7,1
Beyrouth (livre libanaise)	1 505,500	1 505,500	1 505,500	1 505,500	12,0	6,0	6,0	6,0
Gaza/Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient/ Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (nouveau sheqel)	3,565	3,820	3,820	3,820	4,8	3,3	3,3	3,3
Nairobi (shilling kényan)	68,586	80,150	80,150	80,150	25,5	7,6	7,6	7,6
Mexico (peso mexicain)	10,951	13,100	13,100	13,100	5,3	6,2	6,2	6,2
La Haye (euro)	0,677	0,773	0,773	0,773	2,5	1,7	1,7	1,7
Bangkok (baht)	33,293	34,890	34,890	34,890	6,3	4,0	4,0	4,0
Port of Spain (dollar de la Trinité-et-Tobago)	6,228	6,228	6,228	6,228	12,0	11,9	11,9	11,9
New York (dollar des États-Unis)[b]	1,000	1,000	1,000	1,000	4,5	2,4	2,4	2,4
Genève (franc suisse)	1,079	1,140	1,140	1,140	2,6	1,5	1,5	1,5

[a] Base de calcul du montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice 2008-2009.

[b] Les paramètres de New York sont censés s'appliquer aux centres d'information des Nations Unies et aux bureaux extérieurs du département de la sûreté et de la sécurité.

Tableau 7

Coefficient d'ajustement et ajustement au coût de la vie, de 2008 à 2011, pour les principaux lieux d'affectation

	Administrateurs Coefficient d'ajustement				*Agents des services généraux Progression des traitements*			
Lieu d'affectation	*2008*[a]	*2009*[a]	*2010*[b]	*2011*[b]	*2008*[a]	*2009*[a]	*2010*[b]	*2011*[b]
Vienne	68,9	55,0	61,3	65,0	0,5	2,7	2,7	2,7
Santiago	45,0	32,7	33,1	38,1	2,5	6,4	6,4	6,4
Addis-Abeba	48,4	60,3	66,6	76,3	28,0	15,0	15,0	15,0
Groupe d'observateurs militaires des Nations Unies dans l'Inde et le Pakistan	37,7	31,5	34,4	40,0	3,9	7,1	7,1	7,1
Beyrouth	47,5	52,0	54,9	60,9	2,7	6,0	6,0	6,0
Gaza/Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient/Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve	50,2	49,3	51,1	55,0	3,7	3,3	3,3	3,3
Nairobi	45,1	41,2	38,2	44,3	6,1	7,6	7,6	7,6
Mexico	44,7	37,4	40,3	45,5	2,3	6,2	6,2	6,2
La Haye	67,6	52,1	55,7	58,5	1,7	1,7	1,7	1,7

Lieu d'affectation	Administrateurs Coefficient d'ajustement				Agents des services généraux Progression des traitements			
	2008[a]	2009[a]	2010[b]	2011[b]	2008[a]	2009[a]	2010[b]	2011[b]
Bangkok	44,7	44,3	45,5	49,4	10,7	4,0	4,0	4,0
Port of Spain	48,5	56,7	65,0	76,9	6,1	11,9	11,9	11,9
New York	66,2	70,6	73,8	77,3	4,3	2,4	2,4	2,4
Services de sécurité hors Siège	44,5	44,6	48,0	51,6	4,3	2,4	2,4	2,4
Genève	83,8	74,8	79,4	82,3	0,4	1,5	1,5	1,5
Centres d'information des Nations Unies	48,3	48,4	51,9	55,6	4,3	2,4	2,4	2,4

[a] Base de calcul du montant révisé des crédits ouverts pour l'exercice 2008-2009.
[b] Les coefficients d'ajustement pour 2009 et les années suivantes tiennent compte de l'incorporation au traitement de base d'un montant équivalant à 2,33 points d'ajustement, qui a pris effet le 1er janvier 2009.

Tableau 8

Exercices biennaux 2008-2009 et 2010-2011 : montant estimatif des fonds extrabudgétaires, par chapitre du budget-programme

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Activités d'appui	Activités de fond	Activités opérationnelles	Total
Titre I				
Politique, direction et coordination d'ensemble				
1. Politique, direction et coordination d'ensemble				
2008-2009	12 116,7	16 093,9	13 983,0	**42 193,6**
2010-2011	14 426,9	16 618,7	15 025,0	**46 070,6**
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences				
2008-2009	11 296,8	10 313,1	–	**21 609,9**
2010-2011	13 319,4	12 770,7	–	**26 090,1**
Titre II				
Affaires politiques				
3. Affaires politiques				
2008-2009	863,0	31 341,5	–	**32 204,5**
2010-2011	572,4	21 872,0	–	**22 444,4**
4. Désarmement				
2008-2009	507,6	3 910,3	8 042,3	**12 460,2**
2010-2011	507,6	2 318,7	7 640,3	**10 466,6**
5. Opérations de maintien de la paix				
2008-2009	307 061,3	131 940,1	–	**439 001,4**
2010-2011	396 266,4	157 756,3	–	**554 022,7**
6. Utilisations pacifiques de l'espace				
2008-2009	–	1 027,0	–	**1 027,0**
2010-2011	–	1 100,4	–	**1 100,4**
Titre III				
Justice internationale et droit international				
8. Affaires juridiques				
2008-2009	8 035,1	4 021,4	–	**12 056,5**
2010-2011	9 293,3	4 107,7	–	**13 401,0**
Titre IV				
Coopération internationale pour le développement				
9. Affaires économiques et sociales				
2008-2009	5 126,2	12 490,1	133 673,0	**151 289,3**

	Activités d'appui	*Activités de fond*	*Activités opérationnelles*	**Total**
2010-2011	4 926,6	11 552,4	117 450,0	**133 929,0**
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement				
2008-2009	–	1 149,0	–	**1 149,0**
2010-2011	–	1 905,0	–	**1 905,0**
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique				
2008-2009	–	205,0	–	**205,0**
2010-2011	–	375,0	–	**375,0**
12. Commerce et développement				
2008-2009	6 706,4	1 387,8	65 456,1	**73 550,3**
2010-2011	6 706,4	1 332,0	64 902,6	**72 941,0**
14. Environnement				
2008-2009	14 705,0	31 485,0	249 942,0	**296 132,0**
2010-2011	15 058,1	51 044,4	354 155,6	**420 258,1**
15. Établissements humains				
2008-2009	15 087,9	39 602,2	246 217,4	**300 907,5**
2010-2011	22 189,3	47 195,4	265 117,4	**334 502,1**
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale				
2008-2009	30 222,9	30 129,0	406 660,2	**467 012,1**
2010-2011	30 222,9	25 999,8	406 660,2	**462 882,9**
Titre V				
Coopération régionale pour le développement				
17. Développement économique et social en Afrique				
2008-2009	6 298,7	–	30 839,8	**37 138,5**
2010-2011	7 338,0	–	31 101,3	**38 439,3**
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique				
2008-2009	3 280,0	–	24 465,0	**27 745,0**
2010-2011	3 427,0	–	26 650,0	**30 077,0**
19. Développement économique en Europe				
2008-2009	1 400,7	10 409,9	15 223,0	**27 033,6**
2010-2011	1 763,0	9 216,1	15 580,2	**26 559,3**
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes				
2008-2009	2 780,0	–	21 220,0	**24 000,0**
2010-2011	2 400,0	–	22 100,0	**24 500,0**
21. Développement économique et social en Asie occidentale				
2008-2009	634,1	–	8 832,7	**9 466,8**
2010-2011	543,0	–	7 253,5	**7 796,5**
Titre VI				
Droits de l'homme et affaires humanitaires				
23. Droits de l'homme				
2008-2009	26 918,7	162 748,2	29 316,6	**218 983,5**
2010-2011	28 836,4	169 666,1	34 697,8	**233 200,3**
24. Réfugiés : protection internationale, solutions durables et assistance				
2008-2009	–	792 934,7	2 825 985,8	**3 618 920,5**
2010-2011	–	797 212,2	3 103 863,4	**3 901 075,6**
25. Réfugiés de Palestine				
2008-2009	–	–	1 869 479,6	**1 869 479,6**
2010-2011	–	–	2 056 427,6	**2 056 427,6**

	Activités d'appui	*Activités de fond*	*Activités opérationnelles*	**Total**
26. Aide humanitaire				
2008-2009	46 117,5	188 872,1	319 200,9	**554 190,5**
2010-2011	52 543,9	191 335,8	255 296,0	**499 175,7**
Titre VII				
Information				
27. Information	1 392,5	6 033,7	–	**7 426,2**
2010-2011	1 464,1	4 848,9	–	**6 313,0**
Titre VIII				
Services communs d'appui				
28. Services de gestion et d'appui				
A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion				
2008-2009	28 730,3	–	–	**28 730,3**
2010-2011	82 697,4	–	–	**82 697,4**
B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité				
2008-2009	45 923,9	2 613,0	–	**48 536,9**
2010-2011	54 314,9	2 696,0	–	**57 010,9**
C. Bureau de la gestion des ressources humaines				
2008-2009	18 646,3	44,3	–	**18 690,6**
2010-2011	18 646,3	44,3	–	**18 690,6**
D. Bureau des services centraux d'appui				
2008-2009	72 853,5	56 011,7	–	**128 865,2**
2010-2011	78 398,8	56 011,7	–	**134 410,5**
E. Administration (Genève)				
2008-2009	25 478,7	–	–	**25 478,7**
2010-2011	27 053,5	–	–	**27 053,5**
F. Administration (Vienne)				
2008-2009	13 102,1	–	–	**13 102,1**
2010-2011	13 604,8	–	–	**13 604,8**
G. Administration (Nairobi)				
2008-2009	20 064,9	–	–	**20 064,9**
2010-2011	21 201,6	–	–	**21 201,6**
29. Bureau des technologies de l'information et des communications				
2008-2009	14 955,5	25 448,9	–	**40 404,4**
2010-2011	37 689,7	23 459,9	–	**61 149,6**
Titre IX				
Contrôle interne				
30. Contrôle interne				
2008-2009	64 437,6	–	–	**64 437,6**
2010-2011	62 913,0	–	–	**62 913,0**
Titre X				
Activités administratives financées en commun et dépenses spéciales				
32. Dépenses spéciales				
2008-2009	12 900,0	–	–	**12 900,0**
2010-2011	25 162,0	–	–	**25 162,0**
Titre XII				
Sûreté et sécurité				
34. Sûreté et sécurité				
2008-2009	14 099,1	–	–	**14 099,1**
2010-2011	14 099,1	–	–	**14 099,1**

	Activités d'appui	*Activités de fond*	*Activités opérationnelles*	**Total**
Total				
2008-2009	**831 743,0**	**1 560 211,9**	**6 268 537,4**	**8 660 492,3**
2010-2011	**1 047 585,8**	**1 610 439,5**	**6 783 920,9**	**9 441 946,2**

Tableau 9

Effet-report, sur l'exercice biennal 2010-2011, de la création de postes pendant l'exercice 2008-2009, par chapitre

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	*Nombre de postes*	*Montant*
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	46	7 308,6
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	40	6 819,6
3. Affaires politiques	51	11 622,3
4. Désarmement	3	176,4
5. Opérations de maintien de la paix	24	1 526,6
6. Utilisations pacifiques de l'espace	4	589,4
7. Cour internationale de Justice	5	563,5
8. Affaires juridiques	1	190,2
9. Affaires économiques et sociales	13	3 898,4
10. Pays les moins avancés, pays en développement sans littoral et petits États insulaires en développement	3	899,6
11. Appui des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique	4	889,4
12. Commerce et développement	13	4 262,6
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	2	223,3
17. Développement économique et social en Afrique	34	3 790,6
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	14	2 639,4
19. Développement économique en Europe	5	1 078,1
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	22	3 701,2
21. Développement économique et social en Asie occidentale	6	1 353,7
23. Droits de l'homme	59	11 112,8
25. Réfugiés de Palestine	6	1 163,0
26. Aide humanitaire	3	487,7
27. Information	5	198,5
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	1	249,1
28B. Bureau de la planification des programmes, du budget et de la comptabilité	5	965,8
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines	1	190,2
28D. Bureau des services centraux d'appui	1	218,0
28E. Administration (Genève)	1	170,8
28G. Administration (Nairobi)	36	1 222,2
29. Bureau des technologies de l'information et des communications	3	727,6
30. Contrôle interne	27	3 727,7
34. Sûreté et sécurité	7	855,5
36. Contributions du personnel	–	10 443,4
Total	**445**	**83 265,2**

Tableau 10

Estimation de l'effet-report sur l'exercice biennal 2012-2013 (aux taux actuels) des créations de postes proposées pendant l'exercice 2010-2011, par chapitre

(En milliers de dollars des États-Unis)

Chapitre du budget	*Nombre de postes*	*Montant*
1. Politique, direction et coordination d'ensemble	1	48,9
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences	11	1 520,5
3. Affaires politiques	2	176,6
4. Désarmement	4	298,0
5. Opérations de maintien de la paix	8	454,8
7. Cour internationale de Justice	8	865,7
8. Affaires juridiques	2	325,2
14. Environnement	1	151,8
15. Établissements humains	1	126,4
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	2	299,8
19. Développement économique en Europe	1	144,5
21. Développement économique et social en Asie occidentale	1	58,5
23. Droits de l'homme	2	289,0
25. Réfugiés de Palestine	3	535,8
26. Aide humanitaire	1	162,5
28A. Bureau du Secrétaire général adjoint à la gestion	1	109,6
28C. Bureau de la gestion des ressources humaines	2	219,2
28D. Bureau des services centraux d'appui	4	397,6
28E. Administration (Genève)	2	289,0
28G. Administration (Nairobi)	1	61,9
Total	**58**	**6 535,3**

Annexe I

Programmes de travail examinés par des organes spécialisés et chapitres correspondants du budget

Chapitre, programme ou sous-programme	*Examiné par*	*Date de l'examen*
2. Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et services de conférence	Comité des conférences	Avril 2008
3. Affaires politiques		
Question de Palestine	Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien	Avril 2008
6. Utilisations pacifiques de l'espace	Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique	Juin 2008
8. Affaires juridiques		
Développement progressif et codification du droit international	Commission du droit international	Mai 2008
Harmonisation, modernisation et unification progressives du droit commercial international	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international	Juin – juillet 2008
9. Affaires économiques et sociales		
Appui au Conseil économique et social et coordination	Conseil économique et social	Juillet 2008
Problématique de l'égalité des sexes et promotion de la femme	Commission de la condition de la femme	Février – mars 2008
Politiques sociales et développement social	Commission du développement social	Février 2008
Développement durable	Commission du développement durable	Mai 2008
Statistique	Commission de statistique	Février 2008
Population	Commission de la population et du développement	Avril 2008
Administration publique et gestion du développement	Comité d'experts de l'administration publique	Avril 2008
Gestion durable des forêts	Forum des Nations Unies sur les forêts	Avril – mai 2009
12. Commerce et développement	Conseil du commerce et du développement/Groupe de travail du plan à moyen terme et du budget-programme	Juin 2008

Chapitre, programme ou sous-programme	*Examiné par*	*Date de l'examen*
14. Environnement	Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement	Février 2009
15. Établissements humains	Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains	Mars – avril 2009
16. Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale	Commission pour la prévention du crime et la justice pénale	Avril 2008
	Commission des stupéfiants	Mai 2008
17. Développement économique et social en Afrique	Commission économique pour l'Afrique Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique	Mars – avril 2008
18. Développement économique et social en Asie et dans le Pacifique	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique/Comité consultatif des représentants permanents et d'autres représentants	Avril 2008
19. Développement économique en Europe	Commission économique pour l'Europe/Comité exécutif	Mai 2008
20. Développement économique et social en Amérique latine et dans les Caraïbes	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Juin 2008
21. Développement économique et social en Asie occidentale	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale	Mai 2008
23. Droits de l'homme	Conseil des droits de l'homme	Dans son discours au Conseil en mars 2008, la Haut-Commissaire aux droits de l'homme a invité les membres du Conseil à formuler des observations sur le programme 19 du cadre stratégique pour la période 2010-2011 qui leur avait été communiqué. Le Président du Conseil a, par la suite, écrit à tous les membres du Conseil pour les inviter à examiner le programme et à formuler des observations à ce sujet, soit directement au Comité du programme et de la coordination,

Chapitre, programme ou sous-programme	*Examiné par*	*Date de l'examen*
		soit au Bureau du Contrôleur ou par l'intermédiaire du Haut-Commissariat aux droits de l'homme.
27. Information	Comité de l'information	Avril – mai 2008

Annexe II

État récapitulatif de la suite donnée aux recommandations formulées par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires concernant les questions multisectorielles

(A/60/7)

Brève description de la recommandation	*Suite donnée à la recommandation*
Le Comité consultatif indique qu'il convient d'opérer une distinction entre la prestation de services fonctionnels aux organes intergouvernementaux et organes d'experts et la participation de fonctionnaires du Secrétariat aux travaux de ces organes. Le Comité compte qu'à l'avenir, cette distinction sera respectée dans la présentation des produits prévus à ce chapitre du budget (par. VIII.17).	Les produits sont formulés en fonction de la formulation adoptée dans le cycle de planification des programmes, de budgétisation, de contrôle et d'évaluation actuel. Il convient de noter toutefois que dans un certain nombre de cas, le service fonctionnel de réunions implique également la participation à ces réunions puisqu'il s'agit de séances interactives. On compte que le Règlement et les règles régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle de l'exécution et les méthodes d'évaluation figurant dans la circulaire du Secrétaire général ST/SGB/2000/8 seront révisés en consultation avec le Bureau des services de contrôle interne et le Secrétaire général adjoint à la gestion, et conformément aux décisions de l'Assemblée générale concernant le dispositif de responsabilisation, le cadre de référence de la gestion globale et du contrôle interne, et le cadre de gestion axée sur les résultats (voir résolution 63/276 de l'Assemblée générale).
(A/62/7)	
Le Comité consultatif recommande que les projets de budget futurs contiennent des informations sur le coût intégral des propositions budgétaires pour chaque chapitre. En l'absence de telles informations, les États Membres ne disposent pas d'un tableau complet des incidences budgétaires de propositions qui, par exemple, portent sur une réduction du personnel temporaire en échange de la création de postes ou sur la suppression de certains postes en échange d'autres postes (par. 20).	Des informations concernant l'effet report des créations de postes au cours de l'exercice biennal 2008-2009, par chapitre, figurent au tableau 9 du présent rapport. En outre, les montants estimatifs de l'effet-report en 2012-2013 (aux taux révisés) des créations de postes proposées en 2010-2011 figurent au tableau 10 du présent rapport.

Brève description de la recommandation	*Suite donnée à la recommandation*
En réponse à sa demande, le Comité consultatif a reçu des précisions concernant les nouveaux postes proposés dans le projet de budget-programme, qui résultent en fait de la transformation de postes auparavant financés au moyen de ressources extrabudgétaires ou au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions). Le Comité demande que, dans les projets de budget futurs, une distinction claire soit faite entre les propositions relatives à de telles transformations et celles qui portent sur la création de nouveaux postes. À cet égard, la base de calcul retenue pour établir le coût de ces transformations devrait être précisée (par. 23).	Des informations concernant les postes qu'il est proposé de transformer figurent au tableau 8, récapitulatif des modifications proposées concernant les postes permanents et les postes temporaires, par chapitre, et des informations financières supplémentaires présentées à l'intention du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.
Le Comité consultatif note que, dans un certain nombre de cas, les propositions relatives à la transformation en postes permanents de postes jusqu'alors financés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) ne s'accompagnent pas d'une réduction proportionnelle des dépenses prévues au titre de cette catégorie de personnel. Le Comité recommande qu'à l'avenir, les transformations de ce type s'accompagnent d'une réduction des dépenses au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) d'un montant égal au coût total du nouveau poste (calculé en utilisant les paramètres applicables aux postes stables). Si une réduction inférieure est proposée, l'écart doit être signalé dans le document budgétaire, car elle représente une augmentation en valeur réelle (par. 24).	Les propositions relatives à la transformation en postes permanents de postes précédemment financés au titre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) s'accompagnent normalement d'une réduction correspondante des dépenses de personnel de cette catégorie, comme c'est le cas des propositions concernant le Bureau de l'administration de la justice, le Bureau d'appui à la consolidation de la paix et le Bureau des services de contrôle interne.
Le Comité consultatif note que, bien qu'il soit fait référence à des gains d'efficacité dans un certain nombre de chapitres du projet de budget, le document budgétaire ne comporte guère de précisions à ce sujet et aucune présentation d'ensemble des montants dégagés du fait de ces gains. Le Comité souligne qu'il importe de fournir des informations complètes et cohérentes sur les mesures d'efficacité, les gains d'efficacité et l'amélioration des services. Le Comité demande à nouveau que de tels renseignements figurent dans les projets de budget-programme futurs et rappelle en outre les dispositions du paragraphe 24 de la	Cette recommandation a été soulignée dans les instructions budgétaires ainsi que pendant l'établissement du budget. Il ressort de l'examen des communications reçues des départements et des bureaux que lorsque des gains d'efficacité ont été obtenus, ceux-ci proviennent de changements opérationnels et de l'action qui continue d'être menée pour faire davantage avec les ressources disponibles et ne sont pas nécessairement le résultat du déblocage de fonds.

Brève description de la recommandation	*Suite donnée à la recommandation*
résolution 52/12 B de l'Assemblée générale sur la création d'un compte pour le développement (par. 26).	
Des renseignements devraient être fournis au sujet des tentatives qui ont été faites pour redéployer des postes avant que de nouveaux postes ne soient demandés, et des raisons pour lesquelles les fonctions concernées ne peuvent être confiées au titulaire, lorsque c'est un reclassement qui est demandé, ou par le personnel déjà en poste, lorsque c'est un nouveau poste qui est demandé (par. 45).	Conformément à la pratique antérieure, il a été donné suite à cette recommandation dans le cadre des chapitres qui contiennent des propositions de changement à la structure organisationnelle.
Le Comité consultatif note l'importance des ressources extrabudgétaires pour le financement des activités de l'Organisation des Nations Unies et souligne qu'il importe de continuer d'améliorer les informations concernant les ressources extrabudgétaires mises à la disposition des États Membres lorsqu'ils examinent les projets de budget-programme. À cet égard, le Comité demande que, lorsque les fonds extrabudgétaires représentent une part considérable des ressources prévues pour un chapitre du budget, l'explication des écarts indique la raison des changements survenus par rapport aux projections (par. 62).	D'autres explications des écarts des ressources extrabudgétaires ont été fournies par chapitre dans les fascicules respectifs.